

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IV^e Internationale

A nouveau, défendons les emplois !

Une fois encore, le Conseil fédéral vient de refuser l'élaboration d'un programme visant à créer des emplois. Il compte en effet avec une légère reprise au cours de cette année et se borne à proposer 51 petits millions étalés sur 5 ans pour prolonger le "programme de relance" introduit en 1978. Ce programme appuiera surtout les petites et moyennes entreprises qui cherchent à s'adapter aux nouvelles techniques (ordinateur, micro-électronique). Subventions aux rationalisations, dont les effets sur l'emploi seront au mieux limités.

Pendant ce temps, le chômage partiel, la fermeture de départements ou d'entreprises entières croissent mois après mois. Plusieurs trusts annoncent en outre une "baisse des coûts d'administration". Des milliers de places de travail sont ainsi menacées : 700 chez Sandoz, 600 chez Alusuisse, 400 chez Hofmann-La Roche, 500 ou plus dans la métallurgie genevoise — et ce n'est que la pointe visible de l'iceberg. Car partout se multiplient les retraites anticipées, les "départs" au compte-goutte dans les ateliers et les bureaux, tandis que les autres travaillent toujours plus, à raison de 42 ou 44 heures par semaine.

Défendre l'emploi, tous les emplois, redevient ainsi la priorité pour le mouvement ouvrier et syndical.

40 heures immédiatement, dans les contrats comme dans la loi, sans diminution du salaire ni hausse des cadences, tel est l'objectif le plus important, le plus immédiat. L'allongement des vacances, que prévoit l'initiative syndicale, est certes important pour la santé des travailleurs mais pas pour le maintien de l'emploi. Une mobilisation nationale de l'Union Syndicale Suisse, de tout le mouvement syndical et ouvrier, devient urgente pour faire pression sur les prochaines conventions, qui se négocieront de manière étalée et dispersée.

La crise n'est pas fatale. Mais elle peut devenir fatale aux travailleurs, à leurs syndicats, si l'on ne s'engage pas maintenant dans la lutte pour le maintien de chaque poste de travail, de chaque entreprise qui ferme ou rationalise. Entrer d'emblée dans la négociation de "plans sociaux", où les travailleurs finissent tout de même par rester sur le pavé alors que d'autres connaissent l'horaire le plus élevé d'Europe, c'est à coup sûr la voie de la dispersion et des échecs.

Les travailleurs d'Hispano-Oerlikon, avec la FTMH, se sont immédiatement opposés aux licenciements. Premier succès : ils sont reportés de trois mois. A Bulova, à l'initiative de quelques militants syndicaux, les travailleurs ont rejeté le "plan social" que proposait la FTMH. Mais la bataille n'est pas gagnée. Les menaces restent entières, tant à Bienne qu'à Genève. Elles ne pourront être contrées que si, dans les entreprises concernées, les quelques militants actifs mettent toutes leurs forces à surmonter ce que 40 ans de "paix du travail" ont détruit : l'initiative des travailleurs eux-mêmes pour déjouer les plans patronaux et imposer au syndicat une défense conséquente de l'emploi.

M. Thévenaz

Amérique centrale:



**HALTE
AU
GÉNO-
CIDE !**



**NON
À**

L'INTERVENTION US !

sommaire

EDITO	
A nouveau, défendons les emplois	1
FEMMES	
Droit à l'avortement, quelle initiative ?	3
En l'an 2000 pourra-t-on avorter légalement en Suisse	3
POLITIQUE	
Droits égaux à Bienne : en parole oui, mais en fait ?	8
Elections cantonales vaudoises : à la va comme j'te pousse	8
Zurich : le PS en difficulté	9
scission dans le PS d'Uster	9
SOCIAL	
Métallurgie genevoise : le patronat déclare la guerre, la riposte s'organise	4
Bulova : une affaire bien nationale	4
Formation professionnelle : l'USAM nous donne raison	5
Personnel fédéral : encore un tour de vis ?	5
DOSSIER	
AMÉRIQUE CENTRALE : halte au génocide, non à l'intervention US	6-7
L'escalade impérialiste	7
INTERNATIONAL	
Débat : le Parti du Travail et la POLOGNE	10
FRANCE : la vague des 39 heures	11
ETAT ESPAGNOL : la désagrégation du PCE	11
L'ÉVÈNEMENT	
ITALIE : où va le PCI ?	12
"La recherche d'une troisième voie"	12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
 une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
 une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
 une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
 Outre-mer : prendre contact avec nous
 abonnement de soutien : fr. 100.-

Pour toute correspondance : La Brèche,
Rue de la Tour 8 bis, 1004 Lausanne
CCP 10 - 25 669

Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET
 NOTRE POLITIQUE
 VOUS INTERESSENT :

prenez contact

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
 Section suisse de la IV^e Internationale
 Adresses des sections romandes et tessinoise

case postale 13, 2500 Bienne 4 (032) 22 95 47
 case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
 case postale 59, 2800 Delémont 1
 case postale 28, 1700 Fribourg 6
 case postale 858, 1211 Genève 3 (022) 20 68 02
 case postale 592, 1000 Lausanne 17 (021) 23 05 91
 case postale 32, 2000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23
 casella postale 225, 6901 Lugano

NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES... NO

SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ AVEC SOLIDARNOŚĆ

* Le Comité "Solidarité avec Solidarność" de Genève

poursuit la récolte de signatures soutenant la pétition nationale pour la libération de toutes les personnes emprisonnées. En outre, il prévoit de lancer deux autres actions :

a) le samedi 13 mars, la tenue de "6 heures pour la Pologne", durant lesquelles animation, repas et assemblées publiques se succéderont.

b) Ces "6 heures" devront aussi permettre de donner le coup d'envoi d'une campagne pour financer et organiser l'envoi d'un convoi en Pologne. Cette campagne permettrait de concrétiser le point 3 de la pétition nationale, qui demande aux autorités polonaises l'autorisation aux centrales syndicales d'envoyer en Pologne des délégations.

* Le Comité "Solidarité avec Solidarność" de Lausanne

continue aussi son action autour de la pétition nationale pour la libération des prisonniers. Il tiendra les 20 et 27 mars des stands dans les rues de Lausanne et de Renens. Comme le Comité de Genève, il participera le 11 mars au dépôt de cette pétition à l'ambassade de Pologne. En outre il organise pour le 13 mars des actions de protestation, 3 mois après le coup d'Etat.

La suite de son activité vise la préparation d'une journée d'actions et de débats autour du thème "6 heures pour la Pologne", la participation aux manifestations pour la paix et le désarmement et à celle du 1er mai.

* Deux actions à saluer :

AU CHUV (Centre hospitalier et universitaire vaudois), à Lausanne, le groupe de la VPOD a décidé de poursuivre sa collecte de fonds malgré l'interdiction de la Direction générale (cf. La Brèche no 269 du 6. 2. 1982). Deux "piquets de collecte" seront organisés cette semaine. A ce jour, la somme récoltée est déjà de 1350 francs. L'objectif du groupe est de doubler ce montant, qui sera versé à l'Association romande d'aide humanitaire aux hôpitaux polonais.

LES SECTIONS DU SLP (Syndicat du Livre et du Papier) de Fribourg, Genève, La Chaux-de-Fonds, Lausanne, Neuchâtel, Riviera et Yverdon ont décidé de récolter des fonds pour aider directement les travailleurs d'une grande imprimerie et reliure de Poznan (2 000 travailleurs) avec laquelle elles ont été directement en liaison grâce à la délégation de Solidarność en Suisse.

SOLIDARITÉ

PETIT ÉCRAN, GROSSE INTOX !

Dimanche 14 février, Pierre Graber, ancien conseiller fédéral mais toujours membre du Parti socialiste, était l'invité de Gaston Nicole pour "commenter l'actualité" au téléjournal. L'échec de la Conférence de Madrid ? Prévisible ! C'est bien sûr la faute des pays de l'Est : ils ne veulent pas parler des droits de l'homme en Pologne, "comme si on pouvait ne pas en parler".

Et au Salvador, Monsieur Graber ? Justement, on y est venu. Image : des conseillers US, les armes à la main, participent aux combats contre la guérilla. Pierre Graber commente : l'Amérique centrale est une chasse gardée des USA, ils devront intervenir ! D'ailleurs, tenez-vous bien : ce brave Napoleon Duarte, démocrate et chrétien, est le représentant "légitime" du gouvernement mais se fait débordé par les terroristes ! Terroristes, les paysans pauvres et travailleurs du Salvador qui se défendent, en armes, contre la dictature soutenue par Reagan ! Que fait encore ce politicien pro-impérialiste dans les rangs du Parti socialiste ?

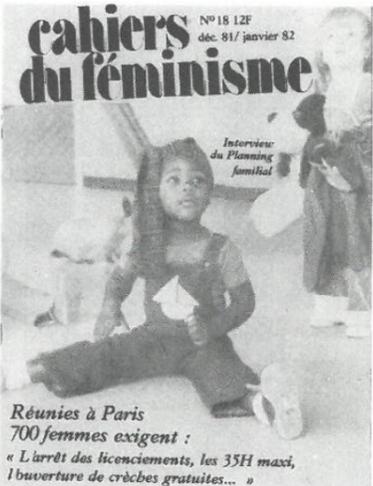
En toute "objectivité", Gaston Nicole n'a évidemment pas relevé la contradiction...

Elections communales fribourgeoises :

À 3 LISTES PRÈS, LE PSO AVAIT UN SIÈGE !

En ville de Fribourg, les élections communales ont été marquées par une progression du PDC et du PCS (parti chrétien-social, dissidence de gauche du PDC) et par un recul des radicaux et des socialistes. Le relatif échec de ces derniers est en partie lié à la chute du taux de participation, plus marquée dans les quartiers ouvriers. Mais c'est aussi l'échec d'une politique. En effet, au cours de la dernière législature, de même que durant la campagne électorale, le PS s'est peu différencié des partis bourgeois, ce qui a profité au jeune PCS, plus agressif et plus ouvert aux divers groupes extraparlamentaires.

Le PSO, dont le programme (cf. La Brèche du 6 février 1982) et la campagne ont séduit bien des militants socialistes et chrétiens-sociaux, manque de peu l'obtention d'un siège au législatif de Fribourg : il lui a manqué 3 listes seulement et il a recueilli 1,2 o/o des suffrages (à Villars-sur-Glâne : 0,8 o/o). Bien que le siège ait été frôlé de très près, le résultat est encourageant. Mais surtout, la participation à ces élections a permis au PSO de mieux se faire connaître.



En vente à nos LIBRAIRIES LA TAUPE, 8bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne et 22, rue Saint-Léger, 1204 Genève.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Grande manifestation le samedi 6 mars à Lausanne (14 h., départ de la Gare)

Venez manifester :
 - Pour le droit à l'avortement,
 - Contre les violences faites aux femmes.

Dès 16h., au Centre paroissial d'Ouchy (CPO) et à l'Aula du Collège de l'Elysée,

* discussions, vidéo, films, débats sur :
 - l'égalité des salaires;
 - l'armée, la paix et le désarmement;
 - les tirs d'officiers sur des femmes-cibles;
 - le viol;
 - l'avortement.

Organisatrices : OFRA (Organisation pour la cause des femmes) Suisse, Groupe d'initiative OFRA Genève, Femmes en lutte Lausanne, Coordination féministe Lausanne, Collectif féministe socialiste Bienne, Groupe contre le cours ménager obligatoire Bienne, Femmes pour la paix Vaud, Groupe féministe socialiste Fribourg.

Elections vaudoises :

LE PSO SUR LES ONDES !

Dans le cadre des élections vaudoises, la Télévision et la Radio romandes consacrent chacune une émission à un débat entre les représentants des différents partis en lice, dont le PSO. Elles se dérouleront :

à la Télévision romande, le mercredi 24 février, dès 20h.55;

à la Radio romande (RSR 1), le mercredi 3 mars, dès 19h.

A vos postes !

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES !

GENÈVE

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes, 1er ve 26, sa 27 fév., 21h. : Jean-Luc Barbier quartet. Org. : AMR.

ve 5, sa 6 mars, 21h. : René Bottlang (piano) - Michel Gaudry (contrebasse) Duo. Org. : AMR.

Salle Patiño, 26, av. de Miremont me 10 mars, 20h.30 : musique de Gambie (la Kora des Mandinka). Org. : AMR et salle Simon Patiño.

Cité Ciné-club : ma 23 fév., 20h. : Violette Nozière, de Claude Chabrol (1978) - 22h. : Alexandre Newski, de S. M. Eisenstein (URSS, 1928). ma 2 mars, 20h. : Eboli, de F. Rosi (1978) - 22h.30 : Le procès de Jeanne d'Arc, de Robert Bresson (1961).

Pic-piouc, impasse rue du Lac 1 sa 6 mars, 21h. : Dan Ar Braz (solo, acoustic guitar).

La Comédie

du ma 9 au sa 27 mars : La mort de Danton, de Georg Büchner, mise en scène

Hervé Loichemol. (A Lausanne : les 30, 31 mars, 1er, 2 et 3 avril au Th. Municipal.)

Théâtre Permis C, 18, Villereuse (entrée ruelle du Couchant)

jusqu'au sa 13 mars, 20h.30 (relâche di et lu) : Catherine, Justine & Cie, opéra "surf" de et avec (entre autres) Graciela Sawicki. Loc. : 022 / 35 13 19.

Théâtre de Carouge, 39, rue Ancienne jusqu'au di 14 mars (ma à di 20h.15, je 19h., di 17h.) : Mort d'un commis voyageur, de Miller par le Théâtre de Carouge.

Grand Café du Grütli, 16, Gén. Dufour jusqu'au ve 5 mars, 20h. et 22h. : Orient Express, de Michel Beretti, par le Théâtre Mobile. Relâche di et lu, Fr. 14.-, AVS, ét. : Fr. 10.-, sur réservation (l'après-midi) : 022 / 28 48 30.

LAUSANNE

Théâtre Boulimie, 4, place Arlaud jusqu'au sa 27 fév., 20h.45 : Ribuk, spectacle d'humour de Lova Golovtchiner.

du me 3 au di 14 mars, 20h.45 (sans relâche) : "Naître ou ne pas naître", de Gérard Lamballe, "one man show" pour rire de Francis Perrin. Loc. dès le 23 février : 021 / 22 97 00.

Théâtre Les Trois Coups 15, av. Jean-Jacques Mercier jusqu'au sa 13 mars : Le 1er, de Israel Horowitz. Loc. : 021 / 23 04 05.

Théâtre du Vide-Poche, 10, Palud jusqu'au sa 27 fév., 20h.30, je 19h., relâche di et lu : Le Crocodile chloroformé, de Pierre-Laurent Ellenberger, par Eric Mathyer et Moussaillons en dérive, de Eric Mathyer, avec entre autres Eric Mathyer. Fr. 12.-, AVS, ét., appr. Fr. 9.- Loc. : Galerie Melisa, 021 / 22 56 86. Org. : Centre de culture et de loisirs de l'Union syndicale Lausanne.

Théâtre de Vidy du ma 23 fév. au sa 13 mars, ma, ve, sa à 20h.30, me, je à 19h. : Bent, de Martin Sherman, mise en scène Pierre Bauer. La répression des homosexuels sous le

nazisme et leur envoi dans les camps de concentration. Loc. : 021 / 23 82 52. (Cette pièce sera jouée à Genève du 17 au 27 mars au Théâtre Pitoëff.)

CHEXBRES

Cinéma de la Grande Salle à 20h.30. ma 2, me 3 mars : Noces de sang, de Carlos Saura (Espagne, 1981), très beau. ve 5, sa 6 mars : Seuls, de Francis Reusser (CH, 1981). ma 9, me 10 : Une nuit, terre de feu, de Clemens Klopfenstein et Remo Legnazzi (CH, 1980).

ORON-la-Ville

Cinéma d'Oron ve 26, sa 27 fév., 20h.30 : La vie de Brian, de Terry Jones, avec les Monty Pythons (GB, 1979).

NYON

Le Cinématographe, cinéma Rex à 20h.30. ma 23 fév. : Providence, de Alain Resnais (Fr/GB, 1976). ma 9 mars : A la recherche de la famine, de M. Sen (Inde, 1980). Ali Gator

Droit à l'avortement :

Le coup d'arrêt à la lutte pour le droit à l'avortement que représente en 1977 l'échec de la solution du délai ne réduisit cependant pas la cause de l'avortement au silence total. La campagne autour de l'initiative "Pour la protection de la maternité" permit de combiner le droit à une maternité volontaire dans de bonnes conditions à celui du droit à la refuser. C'est un atout d'importance contre les détracteurs bornés du droit à l'avortement. Nous sommes partisans du droit, et en aucun cas de la contrainte, s'il faut encore le répéter. La liberté totale de l'avortement, son remboursement sans chantage, sa pratique dans des conditions psychiques et médicales déculpabilisantes restent notre objectif.

Cependant c'est dans un contexte en déclinant au niveau parlementaire et des mobilisations que se pose aujourd'hui le problème du lancement d'une initiative fédérale. Alors, comment donc déterminer le choix d'un texte d'initiative qui vient 11 ans après la première initiative pour la décriminalisation et qui sera voté environ 18 ans après ? Tenant compte du contexte développé dans l'article ci-contre, l'initiative doit :

* offrir un cadre national — intégré dans la Constitution — qui légitime l'avortement. L'hypocrisie divorce entre la loi pénale et les réalités cantonales doit cesser. Les cantons rétrogrades et le Conseil des Etats ont balayé tous les projets progressistes. Il est temps que les cantons libéraux

Quelle nouvelle initiative ?

puissent leur "imposer" une réglementation plus permissive. Seule une initiative fédérale peut légitimer l'avortement.

* Etre considérée comme une solution de "sauvetage" et non jouer un rôle de propagande ou de débat comme d'autres initiatives. Dans ce sens, l'objectif d'une décriminalisation intégrale est impossible.

* Faire l'unité des organisations féministes et du mouvement ouvrier en priorité. Le ralliement de partis ou associations bourgeois n'est pas à exclure, mais il ne peut conditionner des concessions quant au contenu ni à la forme du lancement.

* Enfin, et c'est là le critère essentiel, elle devrait avoir les chances de passer le cap de la double majorité du peuple et des cantons, et cela en 1987-88. Nous pouvons en effet compter sur une évolution 10 ans après le vote du délai de la conscience moyenne de la population (les votations sur le droit de vote et sur l'égalité l'ont montré) et sur le vote de la jeune génération (et la disparition de la plus âgée !).

Un nouvel échec serait gravement ressenti par une large majorité de la population et bloquerait pour de longues années encore le processus de libéralisation. Par contre une victoire entraînerait un effet dynamique permettant d'améliorer les conditions d'avortement et les délais d'attente, de réduire le tourisme gynécologique et d'exiger le remboursement. Au vu de ces critères, nous estimons que seule une solution du type du "délai" s'inscrit positivement dans la situation actuelle. Elle a l'avantage de nous replacer au palier atteint en 1977, d'avoir déjà bénéficié d'un large appui politique et de la quasi majorité populaire. Ainsi une formulation semblable à l'initiative du délai (12 semaines, simple demande de la femme et libre choix du médecin) garantit le droit minimum pour interrompre une grossesse non désirée.

* En outre, il faut envisager un élargissement au-delà des 12 semaines, tel l'application des indications sociales ou la combinaison d'une solution fédéraliste. Quant au remboursement par les caisses-maladie, cette question doit être ouvertement débattue. Les manœuvres des caisses-maladie qui bloquent actuellement le remboursement des avortements non thérapeutiques s'inscrivent dans l'offensive des partis bourgeois. Ces derniers risquent fort de refuser d'entrer en matière. Pour notre part, nous tenons à intégrer le remboursement dans les motivations de l'initiative et du comité de lancement. Par contre, si l'on tient à mener à bout une initiative qui ne soit pas l'enjeu de marchandages et d'un contre-projet, une initiative qui axe le débat sur l'obtention du droit d'avorter et qui ait des chances de gagner, il est impossible de doubler le contenu du débat : l'un idéologique autour de la liberté de conscience et l'autre du financement. Dans ce cas, on ne manquerait pas de s'aliéner de larges couches prêtes à admettre le droit, mais qui ne veulent pas en payer les frais. Faut-il, au nom du purisme, prendre ce risque ? A notre avis, non.

Des débats ouverts le 15 février unitairement se dégagent un intérêt pour une initiative du genre délai, mais les pressions pour une initiative maximaliste sont fortes. Nous y reviendrons en mai, lorsque les consultations unitaires reprendront.

Marie-Thé

Une quinzaine de textes débattus au niveau fédéral, de nombreuses initiatives parlementaires venant des cantons "libéraux"... le tout en déclinant au cours des 10 dernières années. Un bref rappel des principales étapes permettra de voir comment la réaction a su ne rien concéder en matière de droit à l'avortement.

En l'an 2000, pourra-t-on avorter légalement en Suisse ?

— En 1971, les femmes "reçoivent" le droit de vote et s'empres- sent de l'utiliser pour conquérir d'autres droits. C'est le droit d'interrompre légalement une grossesse non désirée qui les mobilise largement. Elles veulent contourner la réglementation datant de 1942 dans le Code pénal (art. 118 à 121, qui unifiaient les pratiques cantonales, jusqu'alors indépendantes). Une première initiative signée par 66 000 personnes est déposée en décembre 1971. Elle propose d'introduire dans la Constitution un article 65 bis ainsi formulé : "Il ne pourra être prononcé de condamnation pour interruption de grossesse". C'est l'initiative dite "pour la décriminalisation de l'avortement".

— Les fronts se forment : l'organisation "Oui à la Vie" dépose en 1972 une pétition munie de 180 000 signatures "Oui à la vie, non à l'avortement". Elle exige le maintien et le renforcement de la législation en vigueur, la répression de l'avortement et de la publication de la littérature obscène.

— L'USPDA (Union suisse pour la décriminalisation de l'avortement) est créée pour soutenir l'initiative fédérale.

1973 : une commission du Conseil fédéral chargée en 1971 de la révision du Code pénal dans le domaine de l'avortement présente 3 projets :

1. indications strictement médicales (en cas de danger grave pour la mère);

2. indications d'ordre médical et social (dans les 12 premières semaines);

3. solution du délai (12 semaines).

La procédure de consultation est ouverte. Le Conseil fédéral précise sa préférence pour la première solution, la plus restrictive.

— Maintien du statu quo : le Conseil national rejette et l'initiative et les 3 contre-projets, bien que sa commission se soit prononcée pour la solution du délai. Le Conseil des Etats rejette l'initiative, mais soutient la solution restrictive des indications médicales.

— Ces débats d'arrière-garde incitent les milieux porteurs de la décriminalisation à discuter une nouvelle initiative, en vue de retirer la première. Une seconde initiative pour une solution du délai ("L'interruption de la grossesse n'est pas punissable lorsqu'elle est pratiquée par un médecin autorisé à exercer sa profession dans les 12 semaines après le début des dernières règles et avec le consentement écrit de la femme. Le libre choix du médecin est garanti. La Confédération prend, avec la collaboration des cantons, les mesures nécessaires pour protéger la femme enceinte et encourager la planification familiale.") est donc lancée et déposée en janvier 1976. La première est alors retirée. Dans les Mouvements de libération de la femme (MLF), une profonde amertume règne. Ils ne participent pas à la récolte, mais une partie se prononce cependant pour cette solution. Notons que cette même année 1975 a été celle de l'initiative pour l'égalité des droits entre hommes et femmes, lancée aussi sans les MLF.

— A l'issue des débats aux Chambres, l'initiative est soumise au vote — sans contre-projet — avec recommandation de la rejeter. Un

projet de loi, élaboré sous la pression du Conseil des Etats tient lieu de contre-projet indirect.

— Une très intense campagne de soutien s'organise, des comités actifs se créent partout et rassemblent des milieux très divers. L'initiative est soutenue par un front allant de la gauche (PSS, OFRA, USS, POCH, LMR, PdT) à la droite (AI, Radicaux).

La solution du délai recueille à 1,7 o/o près la majorité des voix et conquiert une majorité nette dans les grandes villes et dans huit cantons et demi-cantons industrialisés : GE (78,7 o/o), VD (76,4 o/o), NE (75 o/o), BE (51 o/o), ZH (60 o/o), BS (60 o/o), SH (52 o/o).

— Alors la loi des indications médico-sociales ressurgit. Un référendum aboutit, les uns (démocrates-chrétiens) estimant la loi trop permissive, les autres, trop restrictive. Au vote en 1978, la loi est rejetée par une nette majorité de 2/3 et tous les cantons.

Ainsi, tour à tour, toutes les solutions débattues en vue de libéraliser l'avortement ont été éliminées. C'est toujours le statu quo.

— 1979-1981 : la navette entre les Chambres échoue. Le Conseil

fédéral voulut d'abord imposer une solution fédérale (juillet 1980) de type indication socio-médicale. Entre temps, l'initiative "Pour le droit à la vie", rejetant avortement et euthanasie, est déposée avec 230 000 signatures. Le poids de la réaction se fait menaçant et influe dès lors directement sur les débats. Vu la polarisation extrême mais constante entre les Etats et le National, même une solution fédéraliste (soutenue par la gauche, les radicaux et les libéraux) échoue aux Etats devant les démocrates-chrétiens et les agrariens.

— Mi-janvier 1982 : la commission du Conseil national présidée par le socialiste genevois Grobet baisse les bras et ferme ses dossiers... tant que l'initiative "Pour le droit à la vie" n'est pas traitée. Le Conseil fédéral dispose encore d'un long répit avant de devoir adresser son message aux Chambres (automne 1983). Le vote risque d'intervenir au plus tôt en 1984. La situation s'est dégradée depuis 10 ans, l'impasse est totale au niveau des Chambres fédérales. A nous d'exploiter ce vide pour lancer une nouvelle initiative.

Marie-Thé

AVORTER, LE "DÉLIT" LE PLUS RÉPANDU

50 à 70 000 femmes¹⁾ avortent chaque année en Suisse. Elles sont un million en France, 800 000 en Allemagne, 2 à 3 millions en Italie et autant en Espagne. Quelle que soit la loi, dans la plupart des pays le nombre des avortements ne cesse d'augmenter, sauf là où la contraception est largement diffusée.

En Suisse, l'avortement est interdit. C'est le "délit" le plus répandu, quasiment la subversion ! Et pourtant il n'est pas puni parce que le Code pénal en vigueur depuis 1942 est littéralement inapplicable. L'Etat bourgeois lui-même ne peut nier cette réalité. Il se voit contraint de dénaturer sa propre légalité en fermant les yeux.

Cet état de fait repose sur des causes singulièrement puissantes. Il prend racine dans la société d'exploitation où les femmes paient doublement, dans leurs conditions de travail et dans leur condition de femmes-reproductrices.

* L'avortement : majoritairement chez les jeunes et les travailleuses
Au cours des 10 dernières années, l'avortement est sollicité par des filles de plus en plus jeunes, même si la majorité des demandes émanent de femmes de 21 à 35 ans. Des milliers de jeunes écolières, apprenties ou travailleuses sans formation vivent le drame de l'avortement illégal, incognito, avant 20 ans. Des milliers d'autres se marieront enceintes... et divorceront quelques années plus tard. Le scandale fait autour du bébé découvert dans la poubelle d'un restaurant l'an dernier masque mal l'hypocrisie et l'obscurantisme de gens prêts à la délation. Chez les travailleuses, le drame est plus complexe encore que chez les jeunes. C'est souvent la situation économique qui contraint les couples à refuser un nouvel enfant. Ainsi le responsable du planning familial de Bienne expliquait qu'en 1975-76 les demandes ont augmenté, en particulier parmi les femmes immigrées (qui représentaient alors 30 o/o des demandes). La crise de l'horlogerie et le fort chômage, en particulier féminin, en étant la cause directe.

* L'avortement est inégalement répandu selon les cantons, par la grâce du fédéralisme

Selon un rapport de M. Bolla au Conseil des Etats, "on a enregistré en 1975, à Lucerne, pour une population féminine de 145 000, 10 demandes d'interruption dont 6 furent acceptées; à Bâle-Ville pour une population féminine de 124 000, 1 900 demandes dont 1 400 furent acceptées; dans le canton de Vaud, pour une population féminine de 263 000, 2 700 demandes dont 2 200 acceptées. Dans le canton d'Obwald, aucune demande n'a été déposée depuis l'entrée en vigueur du Code pénal²⁾. Seuls six cantons assument la quasi totalité des avortements. Ainsi reste sauf le principe du fédéralisme qui garantit à chaque canton la liberté d'agir en fonction de l'"opinion et des valeurs morales de sa population" (lisez bien sûr : des rapports politiques — et confessionnels — qui s'expriment dans leurs gouvernements) ! Quand K. Furgler opposa à la solution fédéraliste un non catégorique en ces termes "Une recantonalisation du droit pénal dans ce domaine serait grave", il ne fit en fait qu'entériner la cantonalisation des injustices flagrantes entre femmes et qu'admettre le tourisme gynécologique..., le tout au nom de l'"unité du droit". Ce sont donc bien les rapports de forces politiques qui dictent l'application du Code pénal et non le texte en soi. Cependant, légitimer le droit à l'avortement au niveau fédéral reste un objectif prioritaire à atteindre.

M.T.

1) Et non 7 000 comme l'écrivit par erreur La Brèche en décembre 1981.
2) Bulletin de la Caisse-maladie chrétienne-sociale (février 1982).

La métallurgie genevoise est actuellement secouée par une vague de licenciements sans précédent depuis la récession de 1974-1975. Deux parmi les principales entreprises du canton sont directement touchées : Hispano-Oerlikon (136 licenciements annoncés) et les Ateliers des Charmilles (55 licenciements en plus de la décision de supprimer le secteur "Turbines hydrauliques" - 120 postes de travail -, cédé aux Ateliers de Constructions Mécaniques de Vevey). Parallèlement, au cours de l'année 1981 et dans les premières semaines de 1982, Motosacoche a licencié 29 travailleurs, Kugler, 29, Polymécanique, 20, Jonneret a fermé ses portes (60 emplois supprimés), etc.

Par ailleurs, le chômage partiel (Charmilles, Motosacoche, Tarex, Lucifer, Compac) et les rumeurs de licenciements (SIP, Tavaró) font planer une menace sur des secteurs encore plus larges de l'industrie métallurgique.

Métallurgie genevoise : Le patronat déclare la guerre, la riposte s'organise

Face à cette offensive patronale de grande envergure, la riposte des travailleurs d'Hispano a été exemplaire. Leur lutte contre tout licenciement, appuyée par deux débrayages et une manifestation massive, a remporté un premier succès. La direction d'Oerlikon-Buehrle a été obligée de suspendre pour trois mois ses mesures de rationalisation. Nous reproduisons ci-dessous le tract distribué par nos camarades de Genève (sur Hispano-Oerlikon) et par notre section de Zürich (sur Oerlikon-Buehrle).

136 licenciements à Hispano-Oerlikon (GE)

Judi 28 janvier, la direction de Hispano-Oerlikon à Genève annonce sa décision de licencier 136 "collaborateurs", soit plus de 1 membre du personnel sur 5. Mis au pied du mur, les travailleurs répondent par un débrayage durant la journée du 29 janvier. D'un commun accord, les ouvriers et les employés, les commissions du personnel et la FTMH refusent fermement ces licenciements, et ceci comme préalable à toute négociation.

Au courant de la semaine dernière, le personnel d'Hispano-Oerlikon s'est donc mobilisé. Vendredi 5 février, plus de 600 travailleurs ont débrayé et sont descendus dans la rue pour appuyer leurs commissions et la FTMH qui rencontraient la délégation patronale. Cette manifestation a été une démonstration de force, de détermination et de solidarité. Des représentants des principales entreprises de la métallurgie y ont pris part. (...)

(Extraits du tract distribué sur Oerlikon-Buehrle (ZH) et Hispano-Oerlikon (GE)



L'AFFAIRE BUEHRLE

En 1968, l'affaire éclate. Du matériel militaire suisse a été livré au Nigeria en guerre sur la base de déclarations d'exportation truquées. Des instructeurs ont même été envoyés sur le terrain par la firme responsable. Le groupe Buehrle est mis en cause.

En fait, le trust suisse a également vendu des armes à Israël, à l'Égypte et à l'Afrique du Sud pour une valeur totale de 88 millions de francs. En 1970, Dieter Buehrle est condamné à 8 mois de prison avec sursis et à 20 000 francs d'amende. Il vient de recevoir 150 millions de francs de commandes de la Confédération ainsi que de nouvelles autorisations d'exportation d'armes !

RADIOGRAPHIE DU TRUST OERLIKON-BUEHRLE

Le groupe Oerlikon-Buehrle est l'un des principaux géants de l'industrie suisse. En 1981, son chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 4 milliards de francs et il employait 35 400 collaborateurs.

L'origine du groupe est relativement récente. On peut en fixer le point de départ à 1929, quand Georg Dieter Buehrle, Allemand, originaire de Magdeburg, prend possession de la majorité du capital de la "Schweizerische Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon" (SWO). De 1929 à 1935, l'entreprise fait des progrès remarquables, ce dont témoigne l'accroissement de ses effectifs, de 140 à 400 employés.

C'est à l'approche de la guerre et durant le conflit que la société réalise un véritable bon en avant. Les livraisons d'armes aux belligérants, puis surtout, dès 1940, les importantes commandes de l'Allemagne hitlérienne, constituent le ressort de cette expansion. De 1938 à 1944, la fortune de G. D. Buehrle passe de 1,5 à 127 millions de francs !

Après la guerre, figurant sur les listes noires des vainqueurs, Buehrle cherche à diversifier sa production. En 1946, il fonde l'entreprise de construction d'appareils Balzers, puis Oerlikon-Italiana en 1948; en 1967, il acquiert une participation importante dans Ciba-Pilatus; enfin, en 1977, il prend le contrôle du groupe Bally (plus de 12 000 emplois, environ 25 o/o du chiffre d'affaires du trust aujourd'hui).

Sur l'évolution récente du groupe, il faut souligner la bonne tenue du secteur militaire; il maintient sa position de premier plan malgré l'absorption de Bally...

Participation de la production militaire au chiffre d'affaires					
1965	1972	1974	1976	1979	1980
32 o/o	40 o/o	43 o/o	56 o/o	45 o/o	36 o/o

N.B. Le tassement constaté en 1979 s'explique évidemment par l'absorption de Bally. Cependant, malgré ce bon en avant du secteur civil, la production militaire maintient la part qu'elle occupait en 1972-74.

Selon le Journal de Genève, les difficultés rencontrées dans ce domaine en 1980 auraient été surmontées en 1981. La liquidation du secteur armements à Genève ne viserait donc qu'à renforcer cette rentabilité retrouvée.

par les sections de Zurich et de Genève du PSO.)

Quelques jours après Hispano, ce sont les Charmilles qui ont débrayé pour deux heures, jeudi 11 février, après l'annonce de 55 licenciements. Fait remarquable : l'annonce des licenciements était parue dans la Tribune de Genève de lundi, avant même que les commissions du personnel n'en aient été informées ! Encore un touchant témoignage de la "bonne foi" patronale...

Dans la situation actuelle, seule une riposte d'ensemble de toute la

métallurgie soutenue par l'ensemble des travailleurs et des organisations ouvrières du canton peut apporter un soutien significatif aux secteurs les plus menacés. C'est pourquoi le PSO est prêt à mobiliser l'ensemble de ses forces pour soutenir toute initiative allant dans le sens d'une bataille large et unitaire pour la défense de l'emploi dans la métallurgie. C'est pourquoi nous appelons à la création d'un comité de soutien à la lutte des travailleurs d'Hispano et des Charmilles.

correspondant genevois

Le mutisme des patrons et banquiers suisses est à cet égard révélateur des jeux qui se sont déroulés en coulisse. Aucun d'entre eux, ni leurs habituels acolytes de la presse n'ont osé griffonner les justifications habituelles, car tout le monde sait que Bulova n'est pas un gouffre financier comme la SSIH. Tout le monde sait que la haute technologie de Bulova dans la plupart de ses départements a plusieurs années d'avance sur les autres géants de l'horlogerie suisse. Mais la Sainte Alliance patronale sait comment manœuvrer pour faire payer les travailleurs, ceux de Bulova et les autres...

Ils veulent asphyxier le syndicat

La politique patronale tend un piège aux travailleurs. Elle veut faire croire qu'en liquidant Bulova, on consolidera les autres entreprises; comme elle a fait croire aux travailleurs de Bulova qu'il fallait renoncer à la compensation rétroactive de 1 000 francs en 1981 pour ne pas mettre en danger l'entreprise. La division, le chacun pour soi (ne vous solidarisez pas avec les travailleurs de Bulova, sinon c'est vous qui serez licenciés) est l'arme la plus redoutable du patronat, car les 455 licenciés représentent une menace sur l'emploi et les salaires de tous les autres.

Mais la ruse devient encore plus grossière et plus subtile quand les autorités et la direction de Bulova négocient pour trouver un acquéreur, dont on refuse de révéler le nom. Et cela pour éviter que des problèmes sociaux et politiques ne soient soulevés là où les éventuels acquéreurs décideraient de déménager pour venir s'installer à Bienne. Ces méthodes doivent être refusées,

Bulova est une bonne affaire pour le patronat de l'horlogerie suisse : il va en tirer tout le bénéfice ! Sur le plan industriel, la liquidation de la production à Bulova permet de regonfler les cahiers des commandes d'Ebauches SA (ESA, membre de l'ASUAG, a déjà une commande d'un million de pièces pour les mois qui viennent). De plus, l'appareil de production de Bulova, qui est un des plus modernes de l'horlogerie suisse, est déjà mis à l'étalage (des dizaines d'industriels viennent "visiter" les ateliers, alors que les négociations sur le maintien de l'emploi sont en cours). On voit donc bien que la liquidation de Bulova est en harmonie complète avec la restructuration menée par le patronat helvétique. Il s'agit d'un arrangement de longue date qui révèle la bonne coopération entre les "Américains", le patronat et les banquiers suisses !

Bulova :

UNE AFFAIRE BIEN NATIONALE !

car elles opposent les travailleurs d'une région à ceux d'une autre, elles opposent les syndiqués de là-bas à ceux d'ici.

Il n'y aura pas de solution digne de porter le nom de solidarité ou-

rière si tout n'est pas entrepris pour maintenir l'emploi et la production, dans un plan d'ensemble qui garantisse également la diversification et le recyclage.

Paul Sautébin, 11. 2. 1982



ARGUMENTS

L'USAM
NOUS DONNE
RAISON !

Alors que la récolte de signatures pour notre initiative en faveur d'une formation professionnelle et d'un recyclage garantis arrive au dernier "rush" (il nous reste à assurer une marge de sécurité de quelques milliers de signatures), l'Union Suisse des Arts et Métiers (USAM) vient de rendre publics les résultats d'une enquête auprès de ses membres qui confirme nos affirmations.

"Le nombre des professions où se pressent de trop nombreux candidats s'est certes réduit depuis l'an dernier — constate l'USAM, selon le Journal de Genève du 7 février 1982 —, mais celui des métiers dans lesquels on ne trouve pas suffisamment d'apprentis s'est allongé durant la même période."

Où donc ont passé tous ces jeunes qui se pressaient vers certains métiers et ne se pressent pas vers d'autres ? Sur des bancs d'école de 10ème degré, ou dans n'importe quelle autre "solution d'attente" en espérant des possibilités meilleures !

L'introduction d'apprentissages au rabais, "fleur" de la nouvelle loi sur la formation professionnelle adoptée en 1979, ne convainc en effet pas les jeunes à s'engager dans des formations sans issue ni qualification. M. Sager de l'USAM doit le reconnaître. Le manque d'apprentis se traduit surtout dans l'alimentation, la restauration et l'hôtellerie : "on n'a pas assez de sommeliers, de servicemen et d'assistantes d'hôtellerie", il manque de demandes "dans la blanchisserie, le nettoyage à sec, la teinturerie", dans le bâtiment, il y a trop de menuisiers (qualifiés) mais pas assez de monteurs en chauffage, d'ouvriers spécialisés à la construction des routes, d'installateurs sanitaires. Seule profession qualifiée du bâtiment "en manque", les maçons n'ont actuellement pas assez de candidats. Dans la vente enfin "qui a de la peine à recruter dans presque toutes les branches", M. Sager reconnaît lui-même que cela est dû au "cumul de facteurs négatifs" (bas salaires, peu d'intérêt pour la profession). Dans quelques professions peu qualifiées où les offices de formation professionnelle ont largement orienté les jeunes depuis la nouvelle loi, c'est la pléthore : confiseurs, bouchers par exemple. Une volée de futurs chômeurs ou travailleurs non-qualifiés de l'industrie !

Bref, le patronat veut encore plus de jeunes sans qualification réelle, ces apprentis à bon marché qui se retrouveront demain, au terme de leur apprentissage, devant le "choix" entre un travail sous-qualifié, une autre profession auxiliaire ou le chômage ! S'il y parvient, ces jeunes travailleurs formeront une excellente "main-d'œuvre de réserve". C'est contre cette logique que s'affirme notre initiative en faveur d'ateliers publics de formation et de recyclage garantissant à toutes et à tous une formation qualifiée.



Sur ce document exclusif, nous voyons les conseillers fédéraux Aubert, Honegger et Furgler montrer l'exemple aux fonctionnaires fédéraux. Ils sont en effet en train de se serrer la ceinture... chez Freddy Girardet. Le gros bâfreur qui finit les plats n'est autre que Delamuraz, Monsieur "blocage du personnel".

Personnel fédéral :

ENCORE UN TOUR DE VIS ?

La Commission de gestion du Conseil National ferait mieux de s'appeler Commission de pression du personnel fédéral ! Sa majorité, bourgeoise évidemment, présidée par le radical vaudois Delamuraz, propose en effet au parlement un nouveau tour de vis dans le blocage des effectifs.

De toutes les "mesures d'économies" prises au niveau fédéral, le blocage du personnel est la plus ancienne et la plus effective. Car en matière de lutte contre la fraude fiscale, de taxation de la richesse et des bénéfices, le parlement et ses commissions ont toujours le temps de reporter les décisions aux calendes grecques ! Introduit en 1974 à titre provisoire (jusqu'en 1979) — il fallait bien trouver un moyen de faire passer la pilule —, le blocage des effectifs a été prolongé depuis.

Pour la régie fédérale des CFF, qui connaît un déficit structurel que l'ouverture du tunnel du Gothard pour le trafic automobile n'a fait qu'aggraver, ce blocage des effectifs s'est traduit par une nette diminution du personnel, et donc une charge de travail accrue : l'effectif, qui était de 41 031 en 1974, est tombé à 38 003 en 1978 pour remonter à 39 510 dans le budget de 1982. Résultat : sur 8 ans, 1 520 postes supprimés. Le programme des CFF pour les prochaines années estime qu'il faudrait engager de nouveaux travailleurs vu "la structure d'âge défavorable, notamment pour le personnel roulant, le personnel de gare et le personnel d'accompagnement". Les jeunes ne se pressent pas au portillon des CFF vu le blocage du personnel et la charge de travail (44 heures par semaine) !

Pour la régie fédérale des PTT, qui, elle, connaît des bénéfices réguliers (alimentant la caisse fédérale à raison de 150 millions par an), le blocage des effectifs s'est traduit, jusqu'en 1979, par un maintien de l'effectif (50 940 en

1974, 50 713 en 1979). Mais depuis, l'accroissement des charges rendait indispensable une augmentation et les PTT ont dû demander au parlement, pour 1982, de l'élever à 54 251 postes "pour faire face au trafic supplémentaire, pour éponger l'accumulation des vacances, des jours de repos arriérés et des heures supplémentaires à compenser, pour répondre à l'augmentation de la demande dans les services de télécommunication", etc... C'est dire si les travailleurs des PTT ont déjà dû accepter des heures supplémentaires non compensées et une surcharge de travail ! Le parlement a néanmoins rechigné, certains demandant de diminuer de 430 postes l'augmentation demandée. Au vote final, cette proposition n'a toutefois pas été acceptée.

Une "mesure populaire" ?

A peine passé le cap de la votation sur le nouveau régime financier les partis bourgeois ont poursuivi leur pression à la session de décembre des Chambres fédérales. Par 68 voix contre 37 (la gauche), le Conseil National a chargé le gouvernement de poursuivre ses efforts rigoureux en matière d'économies. C'est dans ce cadre que la Commission de gestion parlementaire, qui "surveille" pied à pied l'application de ces directives, vient de proposer une nouvelle mesure de blocage des effectifs : premièrement, les effectifs de chaque département et des régies fédérales seront fixés par le parlement chaque année; deuxièmement, "les effectifs devront être inférieurs à ceux de l'année précédente" et des augmentations ne seront accordées "que si les besoins ne

peuvent être satisfaits par des mesures de rationalisation, par la réduction des tâches de l'Etat ou des mutations à l'intérieur de l'administration".

Ces cerbères de la gestion fédérale sont évidemment les mêmes qui s'opposent à tout contrôle efficace de la fraude fiscale ! Commentant ces décisions, Jean-Pierre Gattoni (La Suisse, 17 février 1982) insiste : le blocage des effectifs est "une mesure populaire", il faut donc "y tenir dur comme fer" ! Monsieur Gattoni prend évidemment le matraquage officiel sur les "économies nécessaires" et le "sur-développement des services publics" pour l'opinion publique ! Mais allez faire la file, en fin de mois, pour les paiements à la poste et vous verrez ce qu'il en est... Evidemment, il y a toujours des spécialistes pour monter "l'opinion publique" contre le fonctionnaire postal "qui lambine" au lieu d'exiger du personnel en suffisance !

En proposant de serrer encore la vis du blocage des effectifs, la majorité de la Commission de gestion ne fait pas simplement des "mesures d'économies". Comme on l'a vu pour les CFF, elle limite le recrutement de nouveau personnel qualifié. Le recours aux auxiliaires devient monnaie courante. Et surtout, le blocage des effectifs est aussi un blocage de toute amélioration des conditions de travail. Alors que l'horaire est de 42 heures dans l'horlogerie, de 43 dans la métallurgie (42 en 1983), de 40 heures dans les arts graphiques, de 41 ou 42 heures dans certains services publics cantonaux, le personnel fédéral travaille toujours 44 heures. Les députés bourgeois, toujours sur les barricades pour refuser la moindre amélioration "afin de ne pas créer un écart avec le privé", sont évidemment les derniers à se battre pour combler cet écart, lorsqu'il est dans l'autre sens !

"L'opposition" socialiste

Dans la Commission de gestion, la minorité socialiste s'est opposée à ces projets. Mais cette "opposition" se tient dans d'étroites limites, tout comme en matière de finances fédérales. Alors que tous les syndicats de la fonction publique n'ont cessé, depuis des mois, de refuser le blocage des effectifs, alors que le personnel fédéral est descendu dans la rue pour exiger l'adaptation des salaires et la réduction du temps de travail avec compensation des effectifs, Dario Robbiani, au nom de la minorité socialiste, admet le principe du plafonnement annuel des effectifs, mais demande, avec le Conseil fédéral (pourquoi pour lui plutôt qu'avec les syndicats et les travailleurs ?), une "solution plus souple" permettant de répondre aux "besoins impérieux", en particulier en conservant l'autonomie relative des PTT et CFF en matière d'embauche.

Si cette solution l'emporte en mars devant le Conseil national, un durcissement sera évité, mais le problème de fond ne sera pas résolu : l'amélioration des conditions de travail que demandent les travailleurs des services publics. Pour modifier le rapport de forces — comme l'ont montré l'an dernier les manifestations du personnel fédéral qui ont au moins décroché une adaptation des salaires — les timides oppositions parlementaires ne suffisent pas.

C'est à une mobilisation d'ensemble des travailleurs de la fonction publique, par exemple une manifestation nationale contre le blocage des effectifs et pour les 40 heures, qu'il faut se préparer. Les directions syndicales répondront-elles à ce besoin ou s'attacheront-elles au char des négociations parlementaires ?

M. Thévenaz, 17. 2. 1982

DES RESCAPÉ(E)S TÉMOIGNENT 1)

A) Doroteo, de La Joya

Venceremos : Peux-tu nous expliquer ce qui s'est passé à La Joya ?

Doroteo : Ils ont pénétré là où nous habitons, vendredi (le 11. 12. 1981) et ont commencé immédiatement à tuer des gens. Le premier fut Lorenzo Vigil, sa fille et sa petite-fille de 6 mois. Ils sont ensuite allés à la maison suivante et tuèrent la femme d'Atilio Ramirez. Ils découvrirent ensuite des femmes qui s'enfuyaient dans les montagnes, et les ramenèrent dans la maison de Sotero Guevara. Ils prirent encore la famille de Patrizio Diaz, qui a quatre enfants, attachèrent tout le monde, leur bandèrent les yeux et les tuèrent tous, y compris les vieux, les enfants et les femmes...

* Combien de personnes furent tuées à La Joya ?
— 193 personnes.

* Et combien d'enfants ?
— Cent trente-trois.

* As-tu vu les corps ?
— Oui. Dans la seule maison de Santiago Chavarro, il y en avait 27. Ils mirent le feu à la maison, les enfants ont brûlé, ils étaient totalement carbonisés. Ils ont été brûlés vivants... Ma mère se trouvait au lit lorsqu'ils la décapitèrent d'une rafale. Ils violèrent ma soeur, qui était enceinte, et la tuèrent avec ses trois enfants, dont le plus âgé avait sept ans...

* Pourquoi les gens ne se sont-ils pas enfuis avant l'arrivée de l'armée ?

— L'arrivée leur avait été annoncée. Mais ils croyaient que rien ne se passerait... ils croyaient que rien ne pouvait leur arriver. Ceux qui ne le croyaient pas sont partis.

* Y a-t-il un front de la guérilla ici à La Joya ?

— Non, ici il n'y a rien, ce ne sont que des ouvriers...

B) Rufina Amaya, d'El Mozote

Radio Venceremos : Tu as été témoin du massacre d'El Mozote, tu as vu ses victimes. Peux-tu nous raconter ce qui s'est passé ?

Rufina Amaya : Le vendredi 12 décembre, ils sont arrivés et ont commencé à sortir les gens de la maison. Il était à peu près 5 heures du matin. Ils les alignèrent sur la place. Les enfants étaient nus et gelaient. Ils les amenèrent ensuite dans les maisons et les enfermèrent, les hommes dans l'église et les femmes dans la maison d'Alfredo Marquez. Nous sommes restés ainsi, en ayant faim et soif, jusqu'à six heures du soir.

Ils ont tué les hommes vers midi. Vers deux heures ils sortirent les filles et les emmenèrent dans les collines. Ils y sont restés jusqu'au lendemain à six heures du matin. Ils les tuèrent et les brûlèrent après les avoir violées.

Ils abattirent les hommes après leur avoir bandé les yeux. J'ai vu comment ils ont descendu les hommes à travers une fenêtre de la maison dans laquelle nous étions détenues. Les soldats brutalisèrent les hommes afin que ceux-ci leur remettent les armes en leur possession. Mais ils n'en avaient pas, aucun n'appartenait à une organisation, alors ils sont tous morts...

Le plus horrible, c'est qu'ils ont massacré les enfants par pure haine. Ils croyaient vraiment tuer des guérilleros et non des enfants... Chez nous ils prirent d'abord les vieux, la première fut Margarita Marquez, ensuite Vicenta Delvin, Aurelia et Bartola. C'étaient des vieux qui ne pouvaient presque plus marcher...

* Comment as-tu pu te sauver ?

— Lorsqu'ils sont venus pour nous sortir et nous emmener, j'ai pu me jeter de côté et me cacher derrière un pommier, ensuite derrière des buissons d'ananas. Je suis restée là et les assassins ne m'ont pas vue. Ils tuèrent toutes les femmes, j'ai vu comment ils les ont tuées et brûlées. Plus tard, les soldats se sont assis tout près de moi pour discuter. Tous les soldats et le lieutenant étaient là. Ils racontaient qu'ils n'étaient pas d'ici, qu'on les avait envoyés d'ailleurs, pour tuer... J'ai entendu que c'était le lieutenant Ortega qui avait tué les gens. C'est de lui également qu'est venu l'ordre de tuer les enfants. Et le lieutenant a dit qu'il noterait dans le rapport que quelques soldats n'avaient pas voulu tuer des enfants. Les soldats portaient une tenue camouflée et avaient sauté d'hélicoptères... Je suis la seule personne qui soit sortie vivante du canton El Mozote, tous les autres sont morts avec leur famille. Ils ont tué mes quatre enfants et mon mari. Il s'appelait Domingo et était très handicapé.



Guernica, My Lai : sinistres souvenirs de massacres de populations civiles par les avions nazis et par les troupes américaines. Morazan du 10 au 15 décembre 1981 : une région rasée et un millier de civils massacrés par l'offensive de la brigade d'élite "Atlascal" de l'armée salvadorienne.

L'objectif de l'offensive était la destruction de l'émetteur-radio du FMLN/FDR (Front Farabundo Martí de Libération Nationale / Front Démocratique Révolutionnaire) — "Venceremos" — situé dans une région contrôlée par la résistance dans le nord de la province de Morazan, au nord-ouest du Salvador. 4 000 hommes furent envoyés, avec l'appui de toute l'aviation salvadorienne, par la junte de Napoléon Duarte. Au lieu de faire taire la voix de la résistance — Radio "Venceremos" — les forces gouvernementales scellèrent les lèvres d'un millier de civils innocents — hommes, femmes, vieillards et enfants — dans un massacre épouvantable.

Radio "Venceremos", qui reprit ses émissions quelques jours après la fin de l'offensive, a établi le nombre de morts sur la base de témoignages et d'une enquête sur le terrain : à El Mozote : 472 personnes; à Los Torrilles : 65; à La Joya de Meanguerra : 143; à Cerro Pando : 180; à La Capilla : 20; à Arambala : 5; à Soledad : 8; à Lajitas : 16; à Poza Honda : plus de 100.

Les témoignages ci-dessous donnent une idée de l'ampleur — et de l'horreur — de ce massacre, commis au nom de la "lutte contre le communisme" et de la défense de la démocratie. Rappelons que les peuples d'Amérique centrale ont déjà payé un lourd tribut de 100 000 morts dans leur lutte de libération nationale et sociale.

Amérique centrale :

HALTE AU GÉNOCIDE, NON À L'INTERVENTION US !

Mon fils s'appelait Cristino, mes filles Lolita et Lilian et la cadette Isabel, elle avait juste huit mois...

1) Ces témoignages sont la transcription de déclarations faites à "Venceremos" et publiées dans le TAZ (Tageszeitung) de Berlin-Ouest du 14. 1. 1982.

TÉMOIGNAGE DU JOURNALISTE RAYMOND BONNER DU "NEW YORK TIMES"

R. Bonner écrit, après une visite d'El Mozote : "Dans vingt huttes en terre, j'ai vu les crânes et les os carbonisés de douzaines de corps enterrés sous des planches et des poutres brûlées et des tuiles brisées". Selon Bonner, les villageois ont établi une liste de 773 personnes, "la plupart des enfants, des femmes et des vieillards" qui furent massacrées. Selon la Commission des Droits de l'homme du Salvador, le nombre total des morts s'élève à 926. Un paysan a déclaré à Bonner qu'il ne sympathisait pas avec la guérilla avant l'arrivée de la brigade "Atlascal", mais que maintenant "Je veux que ma femme et mes enfants aillent au Honduras, mais moi je vais rester et me battre". (New York Times du 27 janvier 1982, cité dans Intercontinental Press du 8 février 1982.)

RÉCITS DE SOLDATS, PRISONNIERS DE GUERRE DU FMLN À MORAZAN 1)

* Comment t'appelles-tu ?

— Carlos Ernesta Rivas.

* Peux-tu décrire ce que tu as vu à Cerro Pando ?

— Notre unité a traversé ce village et nous avons vu beaucoup de femmes tuées, il y en avait une qui était enceinte et qui se trouvait morte dans son lit, avec ses enfants... La vérité c'est que cela nous a fait mal de voir cela...

* As-tu aussi vu des morts sur le chemin ?

— Sur le chemin non, mais certains d'entre nous entrèrent dans les maisons, virent tout et le racontèrent après.

Ils disaient que dans une maison il y en avait 10 ou 5; quelques enfants, les plus démunis, étaient sous le lit... d'autres dans les bras de leur mère.

* Et que pensent les soldats qui n'ont pas participé aux massacres de ce qu'ont fait leurs camarades ?

— Ils n'auraient pas dû faire cela, tuer tous les enfants, même les animaux. Ils auraient dû se battre contre les hommes armés, mais au lieu de cela ils s'attaquent à des enfants, à des innocents...

* Et toi, comment t'appelles-tu ?

— Manuel Antonio Rosales Chavez, je suis soldat sanitaire.

* Tu es arrivé à Guayacama et tu as traversé Cerro Pando ?

— Oui. Il y a des moments que l'on n'aime pas se rappeler. La vérité était tellement triste que je n'ai pu parler avec personne de ce que j'ai vu. Car dès que l'on parle de quelque chose comme cela, on est tout de suite taxé d'opposant. Je préfère ne plus penser à tout cela, mais la vérité est que j'ai fait pour la première fois l'expérience que tout est différent de ce que disent les officiers. J'étais préparé à voir des morts, car ils avaient dit à toute la troupe qui partait que nous allions voir des morts sur le chemin. Ils nous ont dit qu'ils avaient tué beaucoup de guérilleros — et puis nous avons vu les maisons là-bas... J'ai ressenti un premier choc lorsque je suis entré dans une maison pour y découvrir un bain de sang. C'est là que j'ai compris que les choses étaient totalement différentes de ce qu'ils nous avaient raconté, car j'ai vu les enfants morts, une femme qui était entourée par ses enfants.

* Comment ont-ils été massacrés ?

— Je ne voulais plus rien voir, après une maison j'en avais assez, et là ils avaient été massacrés à coup de rafales.

* Que disaient les soldats avec lesquels tu étais à propos des corps des femmes et des enfants ?

— La première chose qu'ils demandèrent tous : quelle unité a passé par là ? Et que cela n'aurait pas dû se passer car les enfants sont innocents et ne peuvent absolument pas comprendre ce qui se passe. C'était une injustice. La vérité est qu'ils te disent : va combattre ! Mais contre quelqu'un qui a des armes ; pas contre ces gens de la campagne... Nous sommes perdus...

* Maintenant tu as vu comment la brigade "Atlalcal" opère, et cela manifestement sur ordre. Qu'as-tu à dire à propos des actions de l'armée dans les campagnes ?

— Je peux dire que c'est très négatif, car ils ne font rien d'autre que d'exterminer la population.

1) Source : Radio Venceremos / Tageszeitung du 14. 1. 1982.



Thomas Enders :

CAMBODGE 1973 — MORAZAN 1981, MEME COMBAT !

Il y a deux semaines Thomas Enders, secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires inter-américaines, a déclaré ce qui suit au Congrès américain à propos du massacre de Morazan :

"Aucune preuve du massacre systématique de civils par les forces gouvernementales n'a pu être rapportée. Le nombre de civils tués n'approche de loin pas le chiffre cité dans d'autres rapports à propos de l'incident".

Or, ce même Enders fut pendant trois ans le numéro 2 américain durant l'occupation US et la guerre du Cambodge.

En 1973, c'est lui qui dirigea les réunions quotidiennes chargées de fixer les cibles des bombardements américains au Cambodge. Ces bombardements furent parmi les plus meurtriers de l'histoire et causèrent la mort de dizaines de milliers de civils. Selon l'un de ses anciens collègues, Emory Swank, Enders avait pour principe de contester systématiquement les chiffres du nombre de victimes rapportés par des journalistes sur le terrain.

"Le 6 août 1973, une semaine avant que les bombardements US s'arrêtent de force, un B-52 lâcha accidentellement son chargement de 20 tonnes de bombes sur une ville tenue par le gouvernement, tuant près de 300 civils et en blessant 200. Il s'agissait du plus grave 'accident' de bombardement de la guerre. Enders chercha à dissimuler l'incident d'abord en envoyant un aide dire à la presse que le nombre de morts était probablement 25, mais certainement pas plus de 65, et ensuite en donnant l'ordre d'empêcher les journalistes de pénétrer dans la ville..." (International Herald Tribune, 12 février 1982.)

LES ETATS-UNIS EN GUERRE CONTRE LES PEUPLES D'AMÉRIQUE CENTRALE, UN NOUVEAU VIETNAM ?

Assemblée publique

avec Charles-André UDRY, journaliste

LAUSANNE, jeudi 25 février, 20h.15

Salle des Vignerons (Buffet de la Gare)

Organisation : Parti Socialiste Ouvrier (PSO)



Amérique centrale :

L'ESCALADE IMPÉRIALISTE

La destruction le 27 janvier d'une bonne partie de l'aviation salvadorienne par les forces du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN), les récents échecs des offensives de l'armée salvadorienne (cf. ci-contre), sont la traduction d'un renforcement du rapport de forces politique et militaire en faveur du FDR / FMLN. On retrouve une situation analogue au Guatemala, où les quatre principales organisations de la guérilla ont décidé le lundi 8 février d'unir et de coordonner leurs forces¹⁾. Dans un tract largement diffusé à Guatemala City, les organisations guatémaltèques manifestent leur intention de poursuivre "une guerre populaire et révolutionnaire", seule issue laissée au peuple "pour se libérer de l'oppression, de l'exploitation, de la discrimination, et de la dépendance à l'égard de l'étranger". Le tract dénonce "le génocide le plus odieux perpétré dans tout l'hémisphère occidental" (Le Monde du 10. 2. 1982).

Les réponses apportées par l'administration Reagan à cette situation sont claires : l'impérialisme US s'apprête, malgré toutes les oppositions qui se dressent sur cette voie, à livrer sa bataille décisive contre les peuples d'Amérique centrale.

Le lundi 15 février, le Washington Post écrit : "Le président Reagan a autorisé un large programme américain pour la planification et l'action en Amérique centrale, y compris l'encouragement d'opérations politiques et paramilitaires d'autres gouvernements contre la présence cubaine au Nicaragua".

Dans ce cadre, la CIA a proposé un plan secret de 19 millions de dollars pour construire une large opposition aux Sandinistes et pour créer des "groupes d'action" à buts paramilitaires et politiques. Dans ce cadre également, la dictature argentine a commencé à entraîner un millier d'hommes, et des activités militaires antinicaraguayennes ont débuté il y a trois mois sur la frontière entre le Honduras et le Nicaragua.

Afin de combattre la "subversion cubaine", le Département de la Défense a été autorisé à établir des plans pour riposter à des "actions militaires inacceptables" de Cuba. De plus l'administration Reagan a décidé de fournir une "aide économique" de 250 à 300 millions de dollars à l'Amérique centrale et aux Caraïbes et de débloquer des fonds spéciaux pour l'assistance militaire au Honduras et au Salvador. C'est dans ce fonds que Reagan a puisé pour fournir les 55 millions de dollars nécessaires au remplacement des appareils détruits de l'aviation salvadorienne.

Les autres mesures décidées par l'administration Reagan sont, toujours selon le Washington Post :

* La formation de 1 000 soldats et 400 sous-officiers salvadoriens aux Etats-Unis.

* Le renforcement de l'activité d'espionnage de la CIA.

* L'amélioration de la présence militaire US dans les Caraïbes par la construction d'un nouveau réseau de communications et des exercices militaires.

* L'amélioration de "l'information du public" américain afin d'obtenir "un soutien national aux efforts du gouvernement en Amérique centrale".

* Le renforcement des sanctions économiques contre Cuba.

Au bout de ces mesures, qui ne suffiront sans doute pas pour renverser la situation, se dessine la perspective concrète de l'intervention militaire directe et massive des USA. Un avant-goût de cette intervention directe nous a été donné par les photos prises au Salvador montrant des conseillers américains patrouillant, fusil-mitrailleur M-16 à l'épaule.

On retrouve cette perspective dans le fait que Haig et ses subordonnés refusent actuellement systématiquement et catégoriquement d'écarter l'éventualité d'une intervention militaire directe en Amérique centrale, si de nouveaux coups étaient portés contre les dictatures en place par la résistance.

Devant cette perspective, aucune tergiversation n'est possible. Seules la solidarité totale avec les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes, la mobilisation massive contre le génocide et l'intervention US peuvent contribuer à arrêter le bras criminel de l'impérialisme.

Jacques Schneider

1) Il s'agit de l'Armée de la guérilla des pauvres — EGP —, de l'Organisation du peuple en armes — ORPA —, des Forces armées rebelles — FAR — et du Parti Guatémaltèque du Travail — PGT / parti communiste.

Seul le dernier carré des réactionnaires bourgeois ose encore aujourd'hui s'opposer aux droits égaux entre hommes et femmes. Mais dès qu'il s'agit de prendre des mesures précises, même l'exécutif à majorité socialiste de la ville de Bienne essaie de biaiser. La Municipalité n'a en effet accepté une motion de Sylviane Zulauf demandant l'amélioration de la formation professionnelle et de la rétribution des femmes de la commune que sous forme de postulat. Austérité oblige !

Droits égaux à Bienne :

EN PAROLE, OUI. MAIS EN FAIT ?

Rappelons d'abord quelques données sur la situation des femmes de la commune : moins d'un quart (23 o/o) du personnel est féminin, proportion inférieure à la moyenne suisse; par ailleurs, il n'y a aucune femme dans les 6 catégories salariales supérieures et 7 o/o seulement se trouvent dans la moitié supérieure de ces classes. C'est dire que le 93 o/o des femmes est dans la moitié inférieure de l'échelle des traitements. Quant à la formation, les femmes sans formation sont systématiquement classées plus bas que les hommes sans formation.

La motion du PSO

Dans sa motion, la représentante du PSO expliquait que l'amélioration de la formation et de la rétribution des femmes ne peut être laissée aux bons soins d'une évolution "naturelle". Il s'agit donc de promouvoir des mesures particulières pour compenser le retard et les handicaps de départ.

a) En supprimant les classes salariales inférieures : le Conseil municipal n'entre pas en matière car, dit-il, la structure des salaires de l'administration communale correspond aux données salariales de l'industrie privée. En outre cela coûterait trop cher. Tout simplement.

b) Engager davantage de femmes et cela dans toutes les branches,

sans distinguer entre métiers masculins et féminins : le Conseil municipal n'y répond pas, soulignant même qu'il existe des fonctions féminines et masculines. Rappelons que la Commission fédérale pour les questions féminines disait clairement : "l'administration publique doit engager de préférence les femmes au nom d'une politique compensatoire de l'emploi". Mais de quelle administration s'agit-il si même celles qui sont dirigées par une majorité de gauche, comme à Bienne, s'y refusent ?

c) Favoriser la promotion des femmes en instituant un quota et en développant le recyclage. Cela se fait déjà dans plusieurs pays et la Commission fédérale citée ci-dessus le préconise aussi. Cette pratique doit bien sûr être étroitement liée à des cours de recyclage, de perfectionnement, que le Conseil municipal qualifie hâtivement d'irréalisables, tout en expliquant justement l'absence des femmes aux postes de directions par leur faible formation.

Autrement dit, le Conseil municipal veut bien tout entreprendre pour empêcher les discriminations, mais se refuse à prendre des mesures concrètes. Elles devraient pourtant être une priorité pour une majorité de gauche.

correspondant biennois



Elections cantonales vaudoises :

A la va comme j'te pousse !

"Votez pour moi... je suis le plus fort, le plus efficace, le plus compétent", dans la valse des superlatifs de la démagogie électorale, ces élections vaudoises ne feront pas exception. Radicaux et libéraux en ont la palme. Sous le slogan "agir et non palabrer", le parti du radical Delamuraz veut "créer une politique dynamique du logement pour déjouer la pénurie actuelle et la cherté des loyers". Les locataires attendent toujours ! Les belles paroles de Delamuraz n'empêchent pas que le loyer moyen d'un appartement de 4 pièces à Lausanne est d'environ 1 000 francs. Sans parler du cynisme des représentants radicaux, véritables porte-parole des négriers des temps modernes à la recherche de plus de saisonniers, qui affirment sous le slogan prometteur "réaliser et non promettre" vouloir "assouplir les règles fédérales concernant les travailleurs étrangers dans notre canton, règles préjudiciables à notre industrie et à notre tourisme".

"Plus de liberté, moins d'Etat" signifie ici sans aucun fard plus de liberté pour les patrons d'exploiter sans limites une main-d'œuvre sans droits. Ces messieurs rêvent d'un retour à la loi de la jungle où ils seraient les plus forts ! Et toute cette politique se fait "au nom du juste milieu", les candidats bourgeois s'en allant, de réunions publiques en "verreées", vanter leur "sens des responsabilités" et souligner leurs lourdes tâches gouvernementales. Avec le même ton mielleux que prend un patron pour parler à ses "chers collaborateurs" six mois avant d'en licencier la moitié. Car, derrière l'autosatisfaction pompeuse de leurs discours électoraux, il y a la réalité de leur politique : antidémocratique et anti-ouvrière.

La politique de l'Engence vaudoise ou des copains-coquins radicaux-libéraux

La liste des licenciements s'allonge chaque jour : fermeture d'Omega à Lausanne, de Lémania à la Vallée de Joux, vente d'Hermès Précisa, de Bobst Graphic, licenciements chez Félix, à la SIM. De décembre 1980 à décembre 1981 le nombre des chômeurs a passé de 496 à 729 (+ 47 o/o) dans le canton de Vaud. Quant aux chômeurs partiels, ils passent de 171 à 676 pour la même période, la majorité dans les secteurs de l'horlogerie et de la métallurgie. Face à cette dégradation constante de la situation de l'emploi, radicaux et libéraux, les partis patronaux, restent les bras croisés, laissant faire les lois du marché pour leurs plus grands profits.

Dans le secteur de la santé, la majorité du Grand Conseil et du Conseil d'Etat mène une politique qui entraîne une détérioration des conditions de travail du personnel hospitalier : le volume de travail à faire augmente, mais le personnel

supplémentaire n'est pas engagé et la durée du travail est toujours aussi longue. En conséquence la qualité des soins baisse. De plus l'austérité budgétaire rend de plus en plus cher l'accès aux soins. Pour certains, la santé sera bientôt un luxe; quant aux assurés, ils continueront à supporter de manière croissante l'augmentation des coûts de la santé.

La politique fiscale de l'Etat de Vaud avantage ouvertement les gros revenus tout en pénalisant les petits. Les effets de la progression à froid ne sont absolument pas corrigés et la progression des taux d'imposition est arrêtée arbitrairement dans la loi cantonale à 30 o/o.

L'Entente radicale-libérale gouverne grâce à l'implantation de ses notables, aux cadeaux et aux passe-droits habilement distillés. L'affaire Epurex n'a soulevé qu'un coin du voile, rapidement et furtivement refermé. Dans toute une série de votations, la majorité au Grand Conseil fut battue : instauration d'un tribunal des baux, élargissement du droit d'initiative du canton en matière d'affaires fédérales, contrôle démocratique du nucléaire entre autres. Mais pour faire reculer véritablement cette majorité patronale, il faudra une action résolue et unitaire des organisations ouvrières. C'est le sens de la candidature du PSO aux élections au Grand Conseil.

Le PSO se présente dans trois arrondissements pour le Grand Conseil

La section vaudoise du PSO présente des listes dans les arrondissements de Lausanne, Ecublens et Romanel. Son affiche électorale résume les points forts de sa campagne. Notre combat, c'est la solidarité avec Solidarność, le soutien aux luttes des peuples d'Amérique cen-

trale, la défense de nos conditions de vie et de travail.

La politique mise en avant par le Parti socialiste vaudois (PSV) et le Parti ouvrier et populaire (POP) dans ces élections ne constitue nullement une réponse à la hauteur de l'arrogance et des attaques de l'Entente vaudoise. "Assez d'injustices, je vote socialiste", lit-on sur l'affiche du PSV. Comme si le bulletin de vote du PSV, par on ne sait quel procédé alchimique, allait empêcher les licenciements, réduire les discriminations à l'école ou assurer une formation professionnelle de qualité pour tous les jeunes qui le désirent ! Non, ce n'est pas sérieux. Pour toute réponse à l'indignation légitime face aux injustices sociales, le PSV propose quelques députés socialistes de plus et la poursuite de sa politique de cogestion des affaires de la bourgeoisie au gouvernement cantonal. La présence de deux conseillers d'Etat du PSV n'a même pas réussi à empêcher le licenciement camouflé d'une infirmière du CHUV qui avait débrayé avec ses collègues de travail ! Sans parler de l'introduction des 40 heures dans l'administration, renvoyée aux calendes grecques, alors qu'elle constituerait un puissant encouragement pour la réduction du temps de travail dans le secteur privé ! A quoi servent-ils donc ces conseillers d'Etat socialistes ? En tout cas à une chose : à cautionner la politique de la majorité radicale-libérale.

Le POP, après sa veste électorale des dernières élections communales et les déclarations scandaleuses de son candidat au Conseil d'Etat sur le coup d'Etat en Pologne ("un moindre mal") passe l'entièreté de sa campagne à justifier son utilité, comme s'il en doutait lui-même ! "Une opposition indispensable", peut-on lire sur son affiche électorale. Tout autre ton dans son bulletin d'information, où ses dirigeants essaient de faire jouer le réflexe de la citadelle assiégée qui risque de tomber : "Pour défendre le POP, il faut mobiliser nos forces avant qu'il ne soit trop tard". Autant en emporte le vent ! Ce parti n'est-il pas atteint par la limite d'âge ?

Voter PSO, liste 5, au Grand Conseil, c'est utile ! C'est affirmer l'urgence, la nécessité d'une politique de mobilisation et d'action, sans concessions, des travailleurs en défense de leurs conditions de vie et de travail; une politique qui renforce dans les faits, sur les lieux de travail, les positions des salariés.

J.-M. Dolivo

Scission dans le PS d'Uster :

Un exemple frappant

A Uster, petite commune industrielle du canton de Zurich, des "Syndicalistes et sociaux-démocrates libres - Freien Gewerkschaften und Sozialdemokraten (FGS)" présentent une liste indépendante du Parti socialiste (PS). Cela leur vaut un procès pour usurpation de nom par le PS suisse. Cette liste est le résultat d'une lutte fractionnelle au sein du PS d'Uster qui, à bien des égards, est très instructive pour comprendre la nature des débats qui agitent le PSS. Nous publions, à cet effet, quelques extraits d'un entretien accordé à Bresche (notre organe en langue allemande) par Félix Müller, membre du PS d'Uster.

Bresche : Comment le PS d'Uster s'est-il développé ?

F. Müller : Depuis le début des années 70 beaucoup de jeunes sont entrés au PS. A l'époque le parti était vieillissant, la génération d'âge moyen étant représentée presque exclusivement par des fonctionnaires du parti et de la FTMH. A l'exception donc de ces fonctionnaires, il n'y avait pratiquement pas d'ouvriers et d'ouvrières de cette génération au parti, alors que la FTMH dominait depuis des décennies le mouvement ouvrier local.

En 1970, le PS se distinguait tout au plus par une passivité plus grande que celle des autres partis. Les jeunes ont donc cherché à développer le parti en lançant des activités nouvelles et critiques et ils ont fondé un journal "Forum" qui a atteint son 66ème numéro.

Ces activités, le ton impertinent de "Forum", les critiques adressées au travail des deux mandataires du PS à l'exécutif communal et aux syndicats ont très tôt suscité des conflits à l'intérieur du parti.

* Comment s'est produite la rupture ?

— Le fond des divergences internes au

parti portait sur la question de la collaboration avec la bourgeoisie, sur la façon de défendre les intérêts ouvriers — y compris au niveau syndical —, sur la défense de groupes "marginés" (personnes âgées et jeunes, problème de la drogue), et, enfin, sur la politique en matière de transports et d'écologie. (...) Le premier conflit ouvert est survenu lorsqu'une assemblée du parti refusa de soutenir la réélection de deux membres socialistes de la Commission scolaire, en raison de la faiblesse de leur politique. Ces deux membres (...) se portèrent à nouveau candidats et furent réélus avec l'appui des bourgeois, contre les deux candidats officiels du parti.

La principale confrontation a eu lieu, cependant, avec le secrétaire de la FTMH, Hans Widmer. Lorsque Widmer a senti (...) que son étoile pâlisait au sein du PS, il a quitté l'Union ouvrière d'Uster qui regroupe traditionnellement les différentes organisations du mouvement ouvrier (syndicats, PS, SATUS, Amis de la nature, etc.) pour fonder en 1978 un Cartel syndical spécial qui, en 1981 et sans en référer aux autres organisations du mouvement ouvrier, organisa séparément une fête du 1er mai, dite "suisse" (...)

Après que cette base organisationnelle fut créée, vint la scission durant l'année électorale 1979. (Après les élections, réd.), il fonda la FGS avec deux membres du groupe socialiste au Conseil communal (tous deux exerçant des responsabilités dans la FTMH) et l'un des deux mandataires du PS à l'exécutif.

Les scissionnistes justifiaient leur pas à cause de déclarations "antisyndicales" du PS et opposèrent leur politique de la paix du travail à notre politique "faite dans la rue" (...)

* Qu'a signifié cette rupture dans la vie politique quotidienne ?

— Jusqu'à présent les FGS n'ont été guère actifs publiquement. Leur activité principale est la polémique contre le PS, qu'ils développent tant au parlement que dans les syndicats : dans la FTMH Widmer distribue des copies d'articles sur la scission à droite du Labour Party britannique, sur les regroupements de droite dans le PS en Suisse (cf. La Brèche no 247 du 7. 2. 1981 et 249 du 7. 3. 1981). Au Conseil communal il a combattu avec succès la candidature du conseiller socialiste Vetterli au poste de scrutateur (...) Widmer expliqua aux parlementaires bourgeois que Vetterli refusait l'ordre juridique et économique suisse.

Elections communales à Zurich :

Le PS en difficulté

Le 7 mars auront lieu les élections communales à Zurich. Le bloc bourgeois¹⁾ se présente en un front uni, notamment avec une liste de 5 candidats à l'exécutif de la ville (neuf membres) et un candidat unique pour la présidence (marie). L'Alliance des Indépendants, parti de la Migros traditionnellement fort à Zurich, va seule au combat.

En face, la gauche est représentée par quatre listes : POCH (Organisations progressistes), PST (Parti du Travail), PSO et une liste "Sociale-démocratique et syndicale" formée par le Parti socialiste zurichois (PSZ) et la majorité du Cartel syndical. Le PSZ et le Cartel n'ont pas réussi toutefois à constituer une liste commune pour l'exécutif. Conséquence : le Cartel présente les trois mandataires socialistes sortants, tandis que le PSZ présente deux nouveaux candidats. Les POCH présentent aussi une candidature à l'exécutif, de même que le PSO, en la personne de notre camarade Röbi Riemer.

Le PSZ a refusé tout apparemment électoral autre qu'avec la majorité — droite — du Cartel. Les POCH ont conclu un apparemment partiel avec

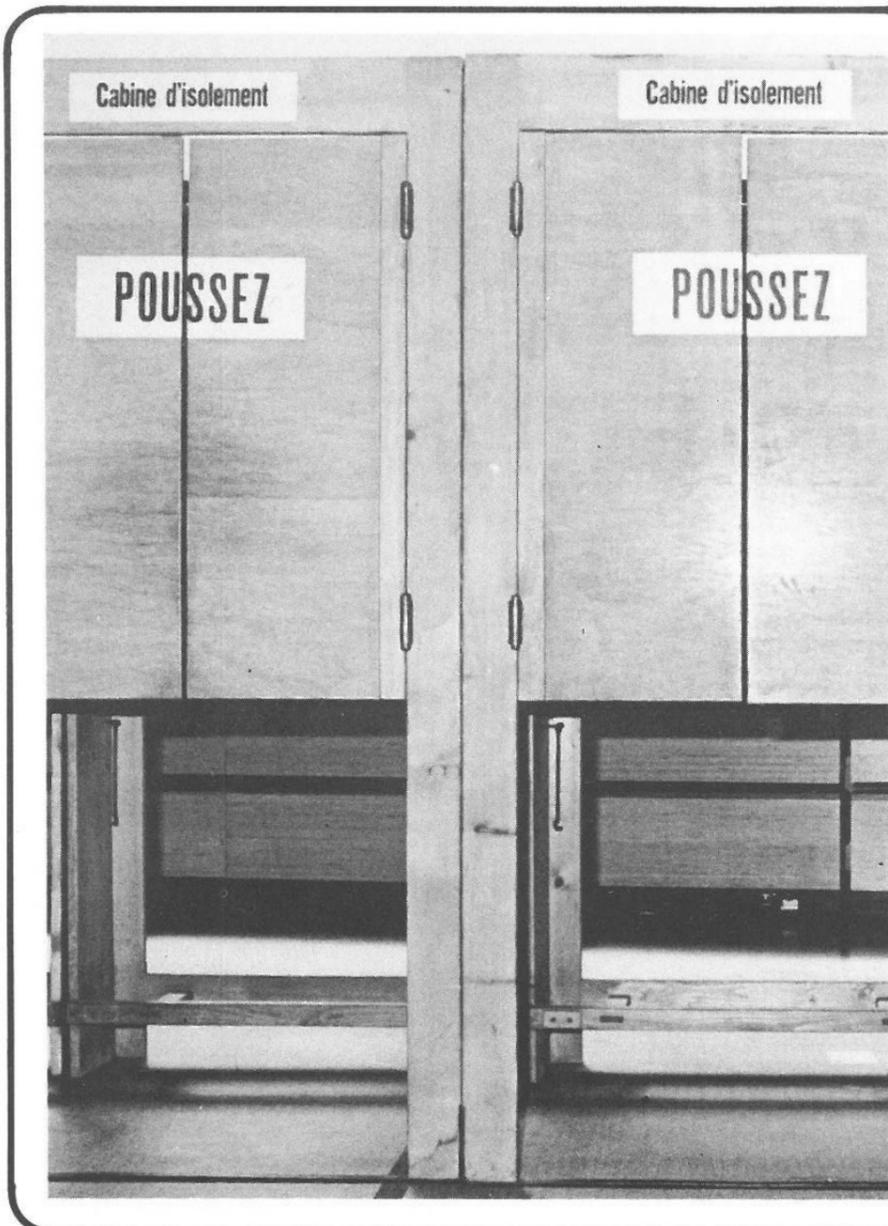
le PSO, c'est-à-dire seulement dans les arrondissements où le PST ne se présente pas ! Le PST a en effet refusé tout apparemment avec les trotskystes...

La division de la gauche se reflète de la façon la plus aiguë au sein du PSZ. Ce parti a été déchiré par les luttes internes durant la dernière législature. Ces luttes sont la conséquence de la politique pratiquée par la majorité du parti dans l'exécutif et le parlement. Alors que la droite amène une offensive réactionnaire d'attaque au mouvement ouvrier et aux jeunes, le PSZ a tenté de poursuivre — bon gré, mal gré — sa politique traditionnelle de collaboration. Ce faisant, il s'est aliéné beaucoup de sympathies dans la jeunesse, tout en n'apportant pas des résultats concrets dans la défense des intérêts matériels des salariés. Cela n'a pas manqué de provoquer une certaine désaffection dans les couches de salariés qui votent traditionnellement pour lui. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que certains sondages électoraux prédisent un recul du PSZ et une poussée des listes situées tant à sa gauche qu'à sa droite.

La question centrale qui est posée au mouvement ouvrier est donc la suivante : comment activer les forces qui seules peuvent bloquer la bourgeoisie ? Le PSO y répond en menant campagne sous le mot d'ordre : Pour une politique ouvrière contre le bloc bourgeois. Le PSZ, malgré le fait qu'il soit le parti de gauche électoralement le plus fort, ne donne pas de réponses, si ce n'est son propre renforcement électoral. La liste qu'il présente au Conseil communal en commun avec la majorité du Cartel syndical reconduit le compromis passé avec la bureaucratie syndicale. Le principe de ce compromis, la collaboration active avec la bourgeoisie, a pour pendant la dépolitisation et la passivité des salarié(e)s. Ce faisant, il ne fait rien pour préparer le mouvement ouvrier aux tâches d'action défensive et unitaire qu'il est d'ores et déjà urgent de remplir pour riposter à la droite. Gageons dès lors, qu'une fois l'échéance électorale passée, le débat interne refera surface avec vigueur dans le PSZ.

Jacques Schneider

1) Partis radical, chrétien-démocrate, évangélique et Union démocratique du centre.



Le bloc bourgeois a des traditions, mais lesquelles ?

Comme le bloc bourgeois aujourd'hui, le PS était entré en 1928 à l'exécutif de la ville avec 5 membres, dont le Président de la ville. Cette victoire avait ouvert la période de la Zurich "rouge". Afin de combattre la majorité "rouge" les partis bourgeois constituèrent avec les nazis du "Front National" un bloc compact. Cette alliance entra en lutte en 1933, année de la prise du pouvoir par Hitler. Les "frontistes" marchaient à l'époque sous le mot d'ordre "Pour la sauvegarde de la patrie — contre le danger judéo-marxiste !". La NZZ (Nouvelle Gazette de Zurich) rappelle avec émotion cette collaboration entre les bourgeois et les chemises brunes : "Nombreux sont ceux qui saluèrent ces jeunes gens pleins d'entrain qui s'engagèrent dans la politique avec tant de zèle." (NZZ, du 9. 1. 1982).

Dans La Brèche no 268 du 23. 1. 1982, nous avons publié une "Lettre ouverte aux camarades du Parti du Travail", signée Osterwalder et Schneider, sous le titre : "Le socialisme avec ou contre 12 millions de travailleurs ?". Une fois n'est pas coutume, un camarade du Parti du Travail de Berne nous a répondu. Nous nous en félicitons. Une discussion fraternelle et ouverte, même si elle ne débouche pas sur un accord (comme le montre notre réplique), ne peut qu'aider à clarifier les positions que le mouvement ouvrier doit défendre face aux événements polonais. Le silence au contraire donne argument aux plus grossières attaques anticomunistes, comme Mario Carrera, secrétaire de la Déclaration de Berne, vient d'en faire preuve dans "Tout Va Bien" (no 140 du 5. 2. 1982). A ses yeux, le Parti du Travail n'a qu'à "disparaître" ! S'il fallait faire disparaître tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, justifient l'oppression et l'exploitation, des mesures anti-ouvrières et nient la démocratie ouvrière, Mario Carrera aurait bien du travail, en particulier auprès de ses amis de l'Internationale Socialiste. Et d'ailleurs, la rage individuelle n'a jamais résolu le problème de fond : gagner la majorité des travailleurs, du mouvement ouvrier, dont les militants du PS ou du PdT, à ne plus faire confiance à leurs directions bureaucratiques. Tel est le but du débat, non l'anathème facile. Il exige des normes élémentaires d'une discussion ouverte, que Jürg Gasche souhaite dans sa réponse. Nous les respectons. Il n'en a pas été de même à la Fête du Parti du Travail de Zurich (cf. notre encart).

Un membre du Parti du Travail nous répond :

"IL FALLAIT MAINTENIR PAR LA FORCE L'OUVERTURE À UNE SOLUTION DE RÉCONCILIATION."

Chers camarades Osterwalder et Schneider, Comme vous vous êtes ouvertement adressés à moi, dans La Brèche no 268 du 23. 1. 1982, en tant que camarade du PdT, je vais essayer de vous répondre tout aussi ouvertement.

Il est très polémique de nous demander si nous soutenons ceux qui ont les mains couvertes de sang ouvrier. Je vais essayer de vous donner ma réponse.

A ce jour, les nouvelles de Pologne indiquent que, depuis le 13 décembre, les confrontations avec la milice ont coûté la vie à 10 personnes, probablement des mineurs. Ces dix travailleurs sont morts parce qu'ils ont résisté aux méthodes violentes que le Conseil militaire a engagées pour maintenir l'ordre instauré jusqu'ici. Ils étaient probablement convaincus que les propositions de réformes faites par le syndicat "Solidarité" constituaient une issue à la "crise polonaise" (dont je ne connais pas suffisamment moi-même toutes les origines historiques, économiques, politiques et idéologiques). Je ne veux donc pas me permettre de juger si ces propositions auraient permis de résoudre la "crise polonaise". Mais je peux affirmer que je soutiens la revendication d'une démocratisation et celle de syndicats libres.

J'aimerais cependant m'exprimer ici sur les conceptions que les fonctionnaires de "Solidarité" ont développées pour réaliser leurs propositions.

Seweryn Blumsztein : "Nous étions en général convaincus qu'une confrontation était inévitable et qu'une transformation systématique des rapports politiques ne serait possible qu'après avoir surmonté l'épreuve de force" (cité in Bresche, 18 janvier 1982 — je souligne, comme dans les citations suivantes). A la question de savoir si on avait aussi envisagé une guerre avec l'Union Soviétique, Blumsztein répond : "Oui" (Spiegel, janvier 1982). "Solidarité" n'était plus prête à appuyer une politique de collaboration : "... chaque fois que 'Solidarité' a essayé de prendre quelque chose entre ses mains, le pouvoir d'Etat a aussitôt bloqué, de telle sorte que 'Solidarité' a dû revenir sur ses propositions." (Spiegel, janvier 1982).

"Solidarité" voulait avoir le monopole de la représentation des intérêts de la population, monopole que le POUP venait justement

d'abandonner, et cherchait à se l'approprier : "Tous les espoirs et les besoins se portaient sur Solidarność, qu'il s'agisse du redressement économique, de la politique culturelle ou de l'autogestion." (Blumsztein, Bresche, 18. 1. 1982).

"Cela a conduit la masse de la population à exiger toujours plus clairement et toujours plus haut de 'Solidarité' qu'elle s'engage aussi à avancer des revendications politiques, en un mot à préparer une prise du pouvoir politique." (Blumsztein, Spiegel). Je crois que cette tendance, qui a commencé à s'imposer au cours des derniers mois de l'année dans les instances de "Solidarność", est sectaire. Il reste à prouver que le nombre élevé d'adhérents à "Solidarité" impliquait que la majorité de la population polonaise soutenait l'aspiration nouvelle de ses fonctionnaires à prendre le pouvoir. Les 40 000 fonctionnaires du syndicat ne représentaient tout de même que 4 pour mille des 10 millions de membres. Et on peut être certain que plus de 10 personnes auraient perdu la vie si les fonctionnaires de "Solidarité" n'avaient pas seulement discuté de la prise du pouvoir mais avaient passé aux actes.

L'état de guerre qui règne en Pologne n'est pas une "solution" mais empêche au contraire une transformation créatrice et l'amorce d'une issue à la crise permanente (qui dure depuis l'existence de la Pologne socialiste). Cependant, une guerre civile aurait eu des implications encore plus graves et l'orientation amorcée par les dirigeants de "Solidarité", dont témoignent ces citations, y aurait conduit. C'est pourquoi je soutiens qu'il fallait bloquer la confrontation que les Blumsztein et consorts voulaient engager et maintenir par la force l'ouverture à une solution de réconciliation.

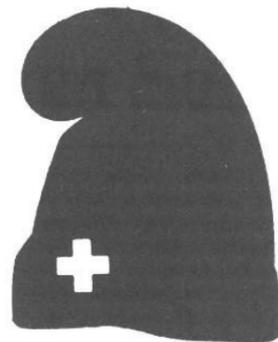
Je compte sur le fait que, malgré les mauvaises conditions en Pologne, une large collaboration de toutes les forces sociales importantes, parmi lesquelles le syndicat libre "Solidarité" se réalisera, qui facilitera une issue à la "crise polonaise".

J'espère que, selon les normes d'une discussion ouverte, vous publierez dans La Brèche l'entièreté de ma lettre. Avec ma solidarité socialiste,

Jürg Gasche, Parti du Travail

Débat : le Parti du Travail et la Pologne

UN "MOINDRE MAL" ... QUI FAIT BIEN MAL !



DEUX MÉTHODES

Nous avons souhaité le débat avec le Parti du Travail. Nous le publions ici. Il n'en a pas été de même à la Fête du Vorwärts (journal du PdT en allemand) à Zurich.

Un camarade du PSO y distribuait la "Lettre ouverte" à laquelle J. Gasche répond ici. Agacé, le service d'ordre du PdT lui a arraché ses tracts et l'a expulsé de la salle (où les POCH tenaient par exemple un stand d'information) en le passant à tabac. Ironie du sort : l'incident s'est déroulé sous une affiche du PdT portant le slogan : "Avec le PdT, vers la démocratie" !

La majorité de la direction et des membres du PdT présents ont semble-t-il justifié ces méthodes. Mais lorsque des participants à la fête, dont certains membres du PdT, ont voulu défendre notre camarade, celui-ci s'est entendu rétorquer par un jeune membre du PdT : "Dommage que tu ne sois pas à Varsovie, là-bas on évacue des gens comme toi bien différemment !".

Réponse à Jürg Gasche

LA "RÉCONCILIATION" PAR LA FORCE ?

Plus d'un membre du Parti du Travail se reconnaîtra sans doute dans la réponse que nous a adressée Jürg Gasche : entre la guerre civile ou l'intervention soviétique et l'état de guerre pour "maintenir l'ouverture à une solution de réconciliation", il fallait choisir le moindre mal et donc soutenir Jaruzelski.

Cette infernale logique politique ne tient cependant debout qu'en déformant les événements !

1. C'est vrai : la tension à la veille du 13 décembre conduisait à une épreuve de force. Parce que Solidarność aurait cherché la confrontation pour la prise du pouvoir ? Non. Toutes les citations que rappelle Jürg Gasche soulignent simplement combien Solidarność avait perdu tout espoir en une solution négociée — solution que sa direction a défendue pendant des mois. Si les travailleurs polonais ont fini par perdre toute illusion à ce sujet et "porté tous leurs espoirs, tous leurs besoins" sur Solidarność, c'est parce que la lutte pour les exigences du syndicat se heurtait inévitablement au blocage et à une escalade de la confrontation du côté de l'appareil bureaucratique au pouvoir. L'amélioration du ravitaillement, la réalisation de l'autogestion ouvrière, la planification démocratique, la lutte contre la corruption et le gaspillage mettaient en cause directement la structure du pouvoir. C'était inévitable. La direction de Solidarność n'était pas "assoiffée de pouvoir" : au contraire, après des mois passés à éviter la confrontation, elle a dû reconnaître que la dynamique sociale ouverte depuis les accords de Gdansk conduisait à un affrontement avec la bureaucratie. Elle ne l'a pas caché et c'est tout à son mérite, même si sa com-

préhension a été trop tardive. Les calculs d'épicier de Jürg Gasche sur la "représentativité" de la direction de Solidarność oublient tout simplement que dans tous les centres industriels importants les travailleurs poussaient à une organisation plus rapide et plus décidée de l'autogestion ouvrière !

2. Quiconque ne se ferme pas les yeux sur les 18 mois de lutte de Solidarność ne peut nier ces faits.

C'est aussi pourquoi la "large collaboration de toutes les forces sociales importantes" que souhaite Jürg Gasche n'est qu'un leurre. Que le camarade nous explique d'ailleurs comment il envisage une telle collaboration sous l'état de guerre ! Si les mots ont un sens, la participation de Solidarność à une telle "réconciliation" ne sera pas celle d'un syndicat "libre" lorsque toute sa direction est sous les verrous et qu'on exige des ouvriers de renier leur syndicat s'ils veulent avoir un emploi... La bureaucratie n'existe comme "force sociale" importante qu'en étouffant par la force la classe ouvrière. Voilà ce que le camarade Gasche ne veut pas tirer comme leçon de la "crise polonaise". Dans ces conditions, il n'y a pas place pour une réconciliation mais seulement pour une lutte intransigeante de la classe ouvrière.

Cette lutte conduit-elle à une confrontation armée ? C'est un fait, mais c'est Jaruzelski qui vient de le confirmer ! L'appareil bureaucratique n'a jamais voulu céder son monopole du pouvoir. Et l'histoire nous a assez montré que l'Union soviétique est prête à intervenir pour le défendre, si nécessaire. Raison de plus pour dire clairement de quel côté nous devons nous placer !

3. En parlant de "collaboration de toutes les forces sociales impor-

tantes", Jürg Gasche entend évidemment le POUP, l'Eglise et le syndicat. Il en conclut qu'en revendiquant le pouvoir, les travailleurs de Solidarność ont fait preuve de "sectarisme". Qui devrait exercer le pouvoir sous le socialisme ? Nous avons toujours cru que ce seraient les travailleurs et paysans organisés démocratiquement en conseils ouvriers ! La bureaucratie et l'Eglise n'y ont aucune place particulière ! Et Solidarność ne voulait pas prendre le pouvoir comme syndicat mais développer les organes d'autogestion ouvrière. Toutes les forces sociales auraient eu leur place dans ces conseils de travailleurs, qui auraient procédé à d'authentiques élections des travailleurs eux-mêmes au lieu de ce compromis pourri entre forces sociales soi-disant "représentatives" que seraient la hiérarchie de l'Eglise et l'appareil bureaucratique du parti.

Terminons sur une dernière remarque : ce sont justement des camarades du PdT qui ont souvent refusé de soutenir Solidarność parce que ce mouvement était "dirigé par des curés". Et ils nous proposent maintenant le modèle d'une "réconciliation" où l'Eglise prend sa place comme institution ! Nous avons soutenu la classe ouvrière polonaise sans poser comme préalable de savoir si, dans les entreprises occupées, les travailleurs chantaient l'Internationale ou la messe. Car ce sont les forces sociales réelles qui déterminent la dynamique d'un tel mouvement, et non les chants qui sont entonnés. Et comme nous sommes un parti ouvrier, nous soutenons justement la revendication "sectaire" des travailleurs polonais qui voulaient prendre le pouvoir pour un socialisme qu'ils contrôlent et gèrent eux-mêmes !

M. Thévenaz

Auroux, ministre du Travail, avait déclaré lors de sa nomination en juillet 1981 : "je serai le ministre des trente-cinq heures". Aujourd'hui, son ordonnance sur la réduction du temps de travail, largement inspirée de la politique du compromis avec le patronat définie par le congrès socialiste de Valence (cf. La Brèche no 261 du 26. 9. 1981) ne garantit même pas les 39 heures sans perte de salaire pour les travailleurs. En outre, divers "manques" dans le texte de l'ordonnance permettent aux patrons de remettre en cause toute une série d'acquis (congés d'ancienneté intégrés dans la cinquième semaine de vacances, samedis traités comme des jours de travail ordinaires, pauses intégrées dans le calcul de la réduction du temps de travail, etc.). C'est donc à juste titre que le dirigeant du syndicat CGT, Henri Krasucki, disait que cette ordonnance était "une couverture légale à ce que voulaient les patrons". Cette politique n'est pas accidentelle, elle est voulue. Le premier ministre Pierre Mauroy expliquait : "qui dit partage du travail dit partage des revenus", alors qu'Auroux soulignait que "la France ne doit pas devenir un bureau d'aide sociale ni un guichet de loisir".

Seulement voilà : les travailleurs n'ont pas élu les représentants du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PC) pour se retrouver aux prises avec une politique rappe-

France :

La vague des 39 heures

lant fâcheusement celle de Giscard et Barre. D'où la vague de grèves, de débrayages et de manifestations qui secouent la France entière, où des milliers d'entreprises sont touchées par ces luttes. Certes, il ne s'agit pas là d'un mouvement général et centralisé; l'attaque patronale faite au travers de l'application de l'ordonnance Auroux est différenciée selon les entreprises et les branches et la riposte ouvrière aussi. D'autant plus que les directions syndicales n'ont pas la moindre envie de pousser à la centralisation et à l'unification des luttes. Mais c'est l'occasion d'une nouvelle expérience politique après le 10 mai : des centaines de milliers de travailleurs réalisent que le changement n'avancera pas s'ils en laissent le soin au gouvernement.

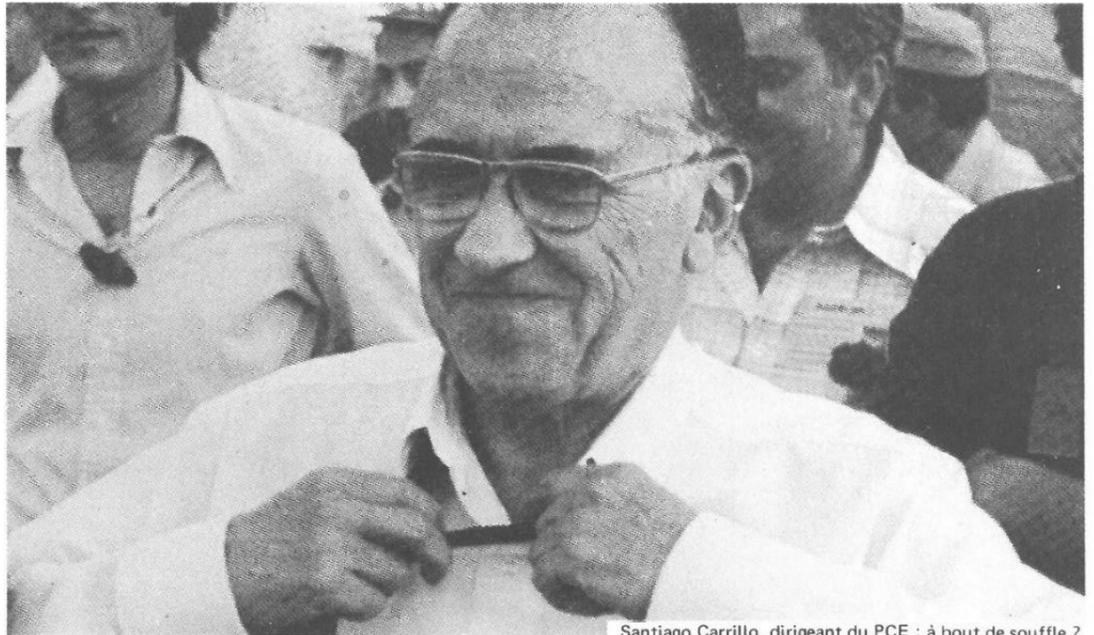
Ce premier coup de semonce, les directions syndicales en ont fort bien saisi le sens. La CGT — proche du PC — qui paya sa prise de position sur la Pologne et son alignement sur le gouvernement par une perte de plus de 10 o/o des voix aux élections professionnelles à Renault-Billancourt, s'est mise à multiplier les appels à l'action et les critiques au gouvernement. Le but est évidemment de redonner à la CGT une image de marque plus combative et moins rébarbative.

La direction de la CFDT — proche du PS — a d'abord commencé par rendre hommage au "discours réaliste qui ne tombe pas dans la démagogie" du ministre Auroux. C'était suivre la ligne dite du recentrage, de mise en veilleuse des revendications et de recherche du "bon" compromis. Mais la levée de boucliers des travailleurs a rapidement amené le dirigeant de la CFDT, Edmond Maire, à durcir le ton : "Il faut bousculer les patrons. Il faut que les salariés réagissent, c'est normal, c'est souhaitable, c'est sain".

Cette vague de luttes charrie les premiers éléments d'une réponse ouvrière à la crise. Si dans la majorité des cas, elles ont été déclenchées pour la sauvegarde des acquis, l'ordonnance d'Auroux n'a toutefois pas fait oublier aux travailleurs l'objectif des 35 heures. L'idée s'affirme ainsi qu'il faut cesser de reculer, que l'on ne vaincra pas le chômage sans s'en prendre aux patrons et que la majorité parlementaire ouvrière doit être un appui et non pas un obstacle dans cette voie.

Quant à l'unité souvent spontanément reformée à la base, on peut en voir un premier reflet dans l'appel unitaire de 71 militants politiques et syndicaux "pour le succès du socialisme en France", regroupant responsables du PS et oppositionnels du PC, qui, certes, témoigne d'une confiance illusoire dans l'action gouvernementale, mais n'en appelle pas moins à la mobilisation unitaire des travailleurs pour le socialisme et à la formation de comités sur cette base. Pour une fois la politique et la météo risquent de concorder : le printemps commence tôt cette année.

Eric Peter



Santiago Carrillo, dirigeant du PCE : à bout de souffle ?

Etat espagnol :

La désagrégation du PCE

Exclusions de membres du Comité Central, dissolution d'organismes locaux, suspension — puis rupture — du Parti communiste basque (EPK), épuration du PSUC (la branche catalane du PCE), annonce de la formation d'un nouveau Parti communiste : la crise que connaît le Parti Communiste Espagnol (PCE) prend des allures d'effondrement. Malgré les mesures administratives et disciplinaires prises par la direction regroupée autour de Santiago Carrillo, rien n'indique que cette évolution — pour ne pas parler d'hémorragie — ait été stoppée. La situation dans laquelle se trouve le PCE a en effet des origines profondes qui ne peuvent être gommées à coup d'exclusions. Elles tiennent à la fois aux limites du projet "eurocommuniste", à l'incapacité du PCE de prendre en charge les aspirations nationales des peuples de l'Etat espagnol, aux conséquences désastreuses des "pactes sociaux" pour la classe ouvrière et à une première réaction de certains secteurs du mouvement ouvrier face à l'attaque patronale et au danger putschiste.

L'échec de "l'eurocommunisme"

Le PCE et Santiago Carrillo en personne ont été très certainement ceux qui parmi les PC occidentaux sont allés le plus loin dans la remise en cause "eurocommuniste" de la ligne politique suivie par le Kremlin. Leur réaction au coup d'Etat de la bureaucratie polonaise n'a rien eu à envier à celle du PCI. Pourtant la direction du PCE s'est trouvée confrontée à un courant dit des "rénovateurs eurocommunistes" (regroupant 30 o/o des délégués du Xe Congrès) qui posèrent brutalement la question de la nécessité de l'existence d'un Parti communiste : "Avec beaucoup de camarades nous mettons en question une chose qui semble claire, à savoir la capacité des partis communistes d'être les promoteurs du changement politique qui doit transformer la société, ou, du moins d'être les instruments fondamentaux qui la transforment." (déclaration de Juan Infante au Comité Central du 22. 10. 1981). Et Carrillo a tout à fait compris à quelle sirène cédaient ce courant : "Si les partis communistes (...) ne sont plus un instrument adéquat (...) nous n'avons d'autre choix que de fermer nos portes et de négocier à n'importe quel prix notre entrée dans le parti socialiste".

Surtout présent dans l'appareil et auprès des élus du PCE, le courant "rénovateur" tire — plus ou moins ouvertement — la conclusion de l'échec du PCE vis-à-vis du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) qui caracole en tête des sondages, alors que le PCE n'arrive pas à passer la barre des 10 o/o de l'électo-

rat. Comme l'appareil du PCE est bien moins rodé que celui du PC français, par exemple, et que l'implantation du parti dans les pores de l'Etat bourgeois est relativement récente, la force d'attraction du PSOE — qui ne défend pas une stratégie foncièrement différente — joue à plein. D'autant plus que le syndicat dirigé par le PCE — les Commissions ouvrières — est aujourd'hui talonné par l'UGT socialiste.

Dans le cas du PC basque, un autre élément s'y ajoute : la défense résolue par le PCE du centralisme de l'Etat espagnol légué par le franquisme, qui lui a fait heurter de plein fouet les aspirations nationalistes au Pays basque, en Catalogne et en Andalousie surtout. Quand Carrillo donne au PCE pour tâche de "défendre la monarchie parlementaire" face au putschisme, il défend en même temps l'institution qui cherche à rayer de la Constitution toute référence à une nation autre qu'espagnole. C'est cette contradiction que les "rénovateurs" du PC basque ont cherché à résoudre en choisissant la voie de la fusion avec Euskadiko Esquerra¹⁾.

Le courant "prosoviétique"

Mais la direction du PCE doit également faire face à une contestation sur sa gauche, qui avait été à l'origine de la suppression, par le Ve Congrès du PSUC, de la référence à l'eurocommunisme. Désigné fallacieusement d'"afghan" ou de "prosoviétique", ce courant, surtout présent dans les bastions ouvriers du PCE, représente la réaction de ces secteurs face à la politi-

que de collaboration de classe menée par le PCE et la direction des CCOO. L'un de ses représentants, Leopoldo Espuny, membre du CC du PSUC expliquait : "Quand le contenu de classe de la politique d'un parti ouvrier vient à dégénérer, c'est à cause de facteurs fondamentalement liés au développement de la lutte des classes. Ce qui s'est passé en Catalogne, c'est que la pression du processus de la 'Réforme' sur le parti, liée à l'offensive idéologique de la bourgeoisie dans les années 1960, a produit un changement qualitatif qui a amené le parti à modifier ses positions (dans un sens qualifié de 'modéré' par la presse) et qui a signifié pour nous le renoncement aux principes d'un parti de classe, ouvrier." (Inprecor, no 114 du 7. 12. 1981).

L'importance de ce courant provient moins de son orientation internationale — qui lui a valu sa désignation et qui de manière confuse et hétérogène tend à attribuer à l'URSS des qualités anti-impérialistes — que de l'expression de l'opposition ouvrière à la politique des "pactes" (qui ont entraîné une détérioration sévère des conditions de vie et de travail des masses populaires de l'Etat espagnol) qu'elle permet. Cette opposition, en collaboration avec les militants révolutionnaires, a regroupé jusqu'à 25 o/o des voix du Congrès confédéral des CCOO.

Ainsi, la crise du PCE est partie prenante du processus de recomposition politique que connaît le mouvement ouvrier, qui se déroule alors que les menaces putschistes s'alourdissent. Pour les militants révolutionnaires, pour nos camarades de la LCR (section de l'Etat espagnol de la IVe Internationale) il ne saurait donc être question d'assister passivement à la désagrégation du PCE. Il s'agit bien plutôt d'intervenir activement dans cette recomposition de telle sorte qu'elle ne débouche pas sur une nouvelle démolition, mais bien sur le renforcement politique et numérique de l'avant-garde ouvrière.

Eric Peter

1) Euskadiko Esquerra était le "front de masse" du Parti de la révolution basque (EIA). Ce dernier, nationaliste-révolutionnaire, a connu une évolution qui l'a amené à adopter une série de thèses eurocommunistes. Son dernier congrès avait décidé sa dissolution et la constitution d'Euskadiko Esquerra en parti. C'est dans ce processus que l'EPK a été intégré.

l'événement

L'achèvement d'un tournant

Les positions prises par la direction du PCI lors du coup d'Etat en Pologne représentent indéniablement un saut qualitatif sur le chemin de la rupture des liens de ce parti avec Moscou. Elles constituent un nouveau facteur de crise du "mouvement communiste international".

Mais l'élément nouveau n'est pas dans cette autonomie ni dans la critique de la politique étrangère soviétique, déjà présentes comme le rappelle le camarade Rizzo dans l'entretien ci-dessous, lors des déclarations du PCI sur la Tchécoslovaquie ou l'Afghanistan. Ce qui est nouveau, c'est la remise en cause du patrimoine théorique et historique du mouvement communiste révolutionnaire. Sous couvert d'en finir avec "l'héritage de la IIIe Internationale" — du coup assimilée en bloc à l'Internationale stalinienne —, c'est la portée de la révolution d'Octobre qui est mise en doute.

Le PCI, tout en reconnaissant son importance comme tournant historique, souligne qu'elle a désormais épuisé sa "force propulsive". En d'autres termes, cela signifie pour les dirigeants du PCI que la construction du socialisme ne passe plus par la prise du pouvoir par les travailleurs, par le biais d'une révolution, mais par une stratégie de transformation graduelle de la société typiquement réformiste.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent le débat lancé par les communistes sur la perspective de réunification du mouvement ouvrier et les tentatives de resserrer ses liens avec la social-démocratie internationale, en particulier avec le SPD allemand. L'objectif est d'une part de donner des garanties à la bourgeoisie italienne et d'autre part de devenir, face à la bourgeoisie internationale, l'interprète privilégié de la politique traditionnellement suivie par la social-démocratie en Italie et en Europe.

Vers le "pacte social"

Cette démarche politique trouve son pendant au niveau de la politique syndicale où le rôle du PCI (qui contrôle la CGIL, la plus grande centrale syndicale italienne) est fondamental. Rôle de modération, que le vice-président du Parti socialiste italien (PSI) reconnaissait volontiers aux dirigeants syndicaux du PCI dans un entretien avec le "Corriere della Sera" : "Nous (le PSI, réd.) nous adressons à l'aile réformiste du PCI (...) surtout à Lama et aux syndicalistes, aux administrateurs, qui sont cohérents dans leur révisionnisme".

Dans cette optique, le PCI s'est mis en tête de la campagne que les directions réformistes (PCI et PSI) et syndicales ont menée pour faire accepter un document en 10 points, qui limite les augmentations salariales à 16 o/o maximum, entre autres.

Les réactions de la base n'ont pu être contenues que grâce à la campagne menée par le PCI. Ainsi, devant la contestation du document dans des bastions ouvriers comme Alfa Romeo à Milan, où les travailleurs ont repoussé le texte en question, "l'Unità", le quotidien du PCI s'est mis à crier au scandale, alors que le responsable syndical du parti, Chiaramonte, expliquait le jour suivant que l'orientation des travailleurs milanais était le fruit d'un manque d'information.

Mais les travailleurs, membres du PCI, qui font le lien entre ce soutien ouvert au pacte social et la ligne, tout aussi ouverte, de condamnation des positions et des actions de Moscou, commencent à être nombreux.



Le débat entre le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et le Parti communiste italien (PCI) à propos des événements polonais a sans aucun doute remis ce dernier sous les feux de l'actualité. En prenant ainsi ses distances par rapport au Kremlin, le PCI ne va-t-il pas accélérer des phénomènes centrifuges que connaissent déjà le Parti communiste espagnol (PCE) et le PC français, mais qui jusqu'alors avaient épargné les communistes italiens ? Le "cas Cossutta", dirigeant pro-soviétique du PCI aujourd'hui en opposition ouverte à la direction, cache peut-être un mécontentement face à la politique du parti qui, surtout dans sa base ouvrière et syndicale, est plus large qu'on pourrait le penser.

Italie :

Où va le PCI ?

Une opposition "afghane" ?

L'opposition au PCI la plus importante, même si son apparition est limitée, est celle de Cossutta. Membre de la direction du parti, responsable de la politique du PCI au niveau communal, depuis toujours lié à Moscou, il s'est opposé aux positions de la direction et du Comité Central sur la Pologne. Il est même allé plus loin en critiquant publiquement la ligne du parti dans un discours tenu à Pérouse. La direction le sanctionna par un blâme officiel. La position de Cossutta est assez nuancée : tout en étant d'accord avec un certain nombre de critiques de l'URSS, il est partisan de ce que l'on pourrait appeler "un lien critique" du PCI avec l'URSS.

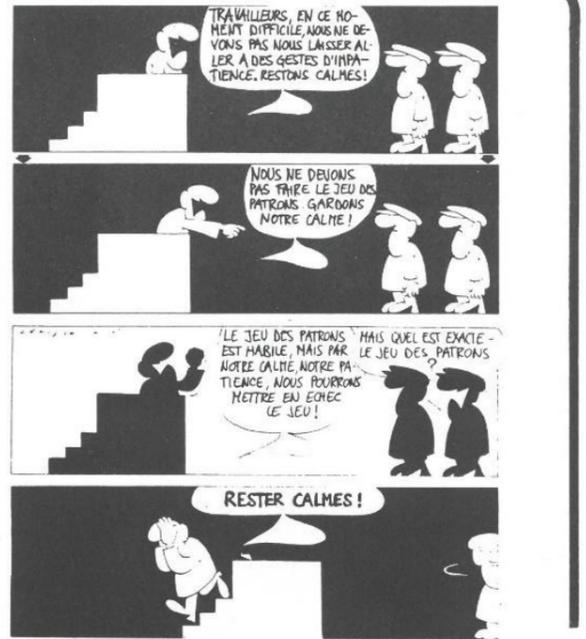
Mis à part Cossutta, il y a eu d'autres rebuffades, en particulier de Franco Rodano, jusqu'à maintenant conseiller personnel de Berlinguer (secrétaire général du

PCI) et théoricien du "compromis historique". Une autre opposition s'est aussi formée autour de la revue "Interstampa" et des vieux stalinien comme Ambrogio Donini et Nino Pasti. La revue veut désormais publier la documentation officielle sur la situation dans les pays de l'Est.

Toutes ces oppositions ont encore une portée très limitée socialement parlant et se caractérisent par leur orientation droitiste.

Il est très difficile de prévoir dans quelle mesure l'attitude de plus en plus prononcée du PCI en faveur du pacte social, combinée avec une situation sociale de plus en plus dure fera apparaître une contestation plus ample de ses positions et une opposition de gauche, en particulier dans la base ouvrière du parti. Mais il est déjà certain que la crise du PCI ne fait que commencer.

Giuseppe Sergi



"LA RECHERCHE D'UNE TROISIÈME VOIE"

Entretien avec Antonio Rizzo, secrétaire de la Fédération de Suisse romande du PCI.

La Brèche : Quelles sont les implications politiques de la rupture entre le PCI et le PCUS suite aux événements polonais ?

A. Rizzo : Avant tout, il faut dire que si rupture il y a, nous ne l'avons pas cherchée. D'un autre côté, nous ne sommes pas nés le 13 décembre 1981. Notre position critique sur le coup d'Etat du général Jaruzelski est la suite logique d'une ligne politique que nous avons soutenue en tout cas après 1956, lors des événements de Hongrie et de Pologne, réaffirmée en 1968 au moment de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et il y a deux ans à propos de l'Afghanistan.

Ce que l'on peut dire, c'est que la prise de position de la direction du PCI (approuvée du reste par le Comité Central) représente la synthèse d'analyses déjà présentes dans de nombreuses prises de position précédentes. Nous disons maintenant que l'URSS, qui a représenté la première rupture dans le monde capitaliste et qui a obtenu des résultats importants à l'intérieur, ne peut plus être considérée aujourd'hui comme le point de référence de la révolution. Il y a eu une évolution durant les dernières décennies que l'on ne peut sous-estimer : dans les rapports Nord-Sud, dans le Tiers Monde, en Amérique centrale. La Pologne a été, si on peut s'exprimer ainsi, l'élément qui a permis la synthèse de nos positions sur les divers points dont je viens de parler.

En outre les divergences avec le PCUS ne concernent pas seulement la Pologne. Nous sommes partie intégrante du Mouvement pour la Paix et nous le considérons comme un objectif fondamental depuis de longues années. Mais nous n'avons jamais distingué entre "bons et mauvais" missiles. Nous nous sommes clairement prononcés pour un désarmement global et équilibré entre les deux blocs afin justement d'arriver à dépasser cette conception.

* **Justement, par rapport au Mouvement pour la Paix, quelles sont pour vous les conséquences du coup d'Etat militaire en Pologne ?**

— Elles sont importantes, parce qu'elles risquent de freiner le mouvement. Mais la participation de 15 000 personnes à la manifestation de Genève constitue une excellente réponse.

* **Mais comment justifiez-vous le refus d'y participer du POP ?**

— Je pense que les divergences avec le POP sont moins grandes que ce que l'on veut faire croire. Il y a, en son sein, des ouvertures. Evidemment pour nous, la Pologne a été une raison de plus pour participer aux initiatives du Mouvement pour la Paix, mais pas pour eux. Mais il ne faut pas oublier que la droite, Reagan en tête, veut développer une campagne propagandiste à partir de la Pologne et des droits de l'Homme, alors qu'ils les bafouent eux-mêmes quotidiennement aux Etats-Unis et en Amérique centrale.

* **Et d'un point de vue interne au PCI, quelles ont été les réactions ?**

— Par rapport à 1956, 1968 et 1980, la discussion a été plus approfondie. Il y a eu un échange de points de vue qu'aucun autre parti politique italien n'a jamais connu. Et même Cossutta qui a exprimé des positions divergentes a pu les publier dans "L'Unità". Mais on peut le dire sans problèmes, il n'y a pas d'activités fractionnelles, même si d'aucuns l'espéraient.

* **Eloignement de Moscou, fidélité atlantique... êtes-vous donc passés dans le camp social-démocrate ?**

— Absolument pas. Dans le même document sur la Pologne, nous disons très clairement que si Moscou n'est plus un point d'impulsion des forces révolutionnaires, de l'autre côté les expériences sociales-démocrates ont trouvé elles-mêmes leurs limites et qu'elles sont bloquées.

* **Mais que proposez-vous alors ? Une nouvelle édition du "compromis historique", que vous semblez souhaiter aussi en Pologne, avec l'union des trois forces, POUP, Eglise et Solidarność ?**

— Non, la question n'est pas simple. Même en Pologne nous n'avons pas proposé un "compromis historique". Nous avons simplement essayé de rappeler au POUP que dans son pays il y avait deux autres forces qu'on ne pouvait pas oublier : l'Eglise et un syndicat de 10 millions de travailleurs. Ce que nous proposons à un niveau plus général, c'est la recherche d'une troisième voie qui ne soit ni celle du modèle soviétique ni celle de la social-démocratie. Une troisième voie qui est encore toute à construire mais à laquelle pourront participer et se référer toutes les forces qui veulent dépasser le capitalisme.

* **Vous allez donc vers une solution à la française ?**

— Non, pas nécessairement. Nous croyons que l'expérience française est liée à une histoire propre, celle du Programme commun. En Italie, même si nous nous adressons prioritairement au PSI, nous parlons d'alternative démocratique, ce qui implique donc toutes les forces saines du pays.

* **Même la démocratie-chrétienne ?**

— La démocratie-chrétienne, ce n'est pas seulement Donat-Cattin (politicien ultra-réactionnaire, réd.). Il y a en son sein des forces qui sont susceptibles de participer à notre projet.